
Rapport du Président**Proposition de prêt****État plurinational de Bolivie****Programme pour le développement d'une agriculture durable et résiliente (AGROSUSTENTAR)**Numéro du projet: 2000003905

Cote du document: EB 2024/LOT/P.32

Date: 5 décembre 2024

Distribution: Publique

Original: Espagnol

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 71.

Questions techniques:**Rossana Polastri**Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastri@ifad.org**Rima Alcadi**Directrice de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.alcadi@ifad.org

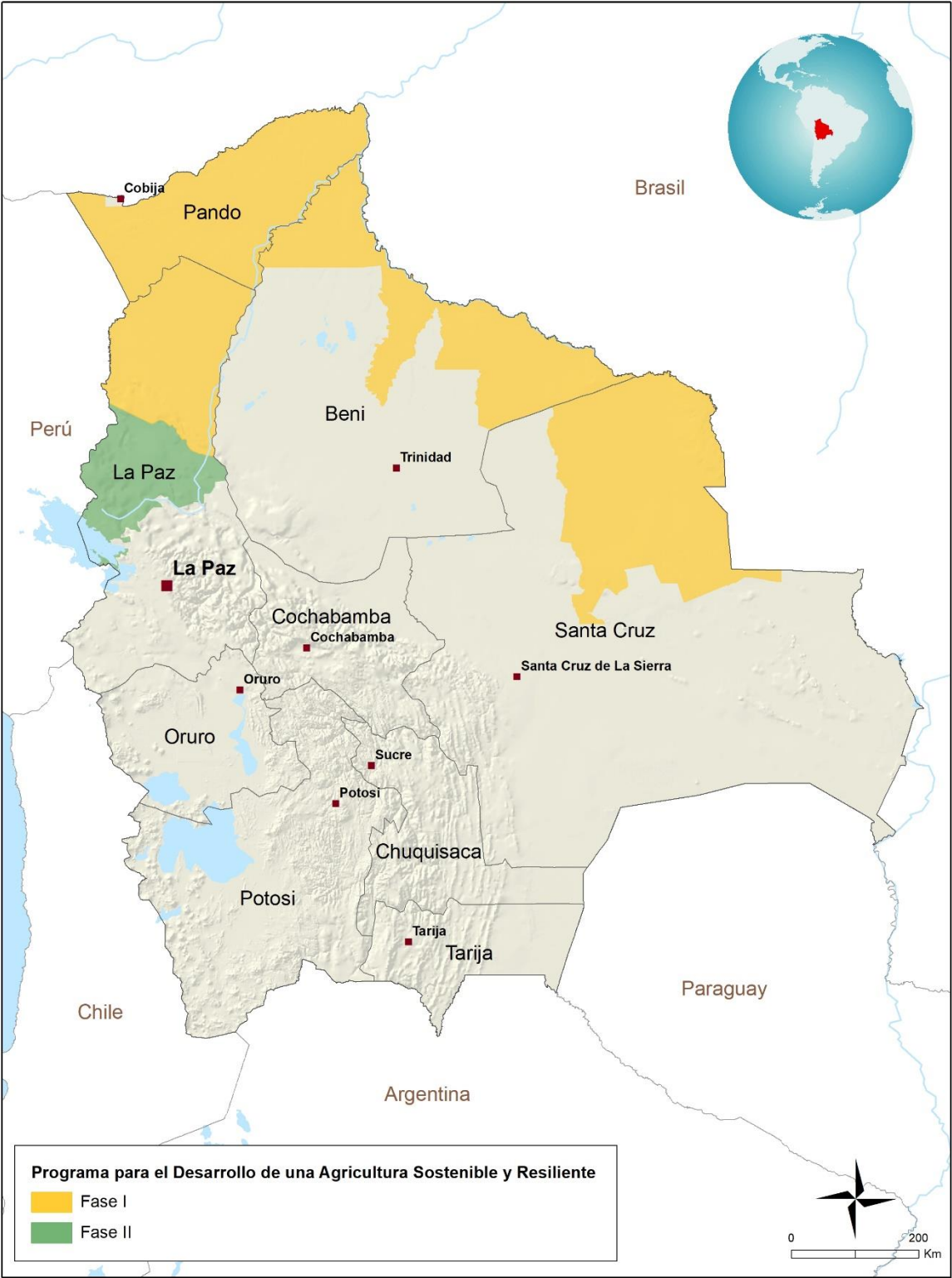
Table des matières


Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du programme	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	9
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12
 Appendices	
I. Convenio de financiación negociado	
II. Marco lógico	
III. Matriz integrada de riesgos del programa	

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directrice de pays:	Rima Alcadi
Responsable technique:	Rikke Olivera
Responsable des finances:	Santiago Alvarez
Spécialiste climat et environnement:	Maemi Chinen
Juriste:	Ippolito Pucci

Carte de la zone du programme



 Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
Carte établie par le FIDA | 04/10/2024

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	État plurinational de Bolivie
Organisme d'exécution:	Ministère du développement rural et des terres
Coût total du programme:	26,8 millions d'USD
Montant du prêt 1 du FIDA [au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	9,19 millions d'EUR (équivalant à 10,0 millions d'USD)
Conditions du prêt 1 du FIDA (au titre du SAFP):	Ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 27 ans et 6 mois (27,5 ans), y compris un différé d'amortissement de 8 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du prêt 2 du FIDA [au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)]:	11,93 millions d'EUR (équivalant à 13,0 millions d'USD)
Conditions du prêt 2 du FIDA (au titre du MARE):	Ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 27 ans et 6 mois (27,5 ans), y compris un différé d'amortissement de 8 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Contribution des bénéficiaires:	3,8 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	15,3 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Depuis 2010, l'État plurinational de Bolivie est considéré comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; son produit intérieur brut (PIB) par habitant a atteint 3 599 USD en 2022 (après avoir enregistré une croissance de 3,48% en 2021). En 2020, la crise de la COVID-19 a fait chuter de 8,74% le PIB, qui s'est ensuite redressé et puis a augmenté de 6,11% en 2021 (Banque mondiale, 2021).
2. Depuis le début de 2022, l'accès au crédit est restreint sur les marchés internationaux, de même qu'auprès des organisations multilatérales. Durant l'année écoulée, les trois principales agences de notation du risque de crédit ont abaissé la note du risque souverain de l'État plurinational de Bolivie.
3. Sur le plan social, le pays se considère comme un État plurinational, qui tient compte de groupes habituellement exclus – peuples autochtones, petits exploitants et ouvriers – dans un nouveau modèle politique, économique et social. La population urbaine continue de croître par rapport à la population rurale. Selon le recensement national de la population et du logement de 2012, elle représentait 67,3% de la population, tandis que, selon les projections de l'enquête sur les ménages de 2020, elle atteint désormais 70,2% en moyenne.
4. Depuis 2006, des mesures ont été prises pour éradiquer l'extrême pauvreté dans toutes ses dimensions. Entre 2005 et 2021, le taux d'extrême pauvreté et de pauvreté modérée ont considérablement reculé. Le premier a été ramené de 38,2% à 11,1% (23% dans les zones rurales et 6,1% dans les zones urbaines) et le second de 60,6% à 36,4% (48,1% dans les zones rurales et 31,5% dans les zones urbaines).
5. Aujourd'hui, l'agriculture bolivienne traverse une crise profonde liée à des causes multiples, notamment l'érosion et la dégradation des sols; le faible rendement; la coexistence de petites exploitations et de grandes propriétés; la pollution et la dégradation des écosystèmes et des services environnementaux; le manque d'incitations, les migrations et l'exode rural; les problèmes de connectivité et de compétitivité sur les marchés; l'accès limité aux fonds fiduciaires; les difficultés en matière de gestion territoriale et l'insécurité foncière.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
 - ☒ incluant un financement climatique;
 - ☒ tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - ☒ axé sur les jeunes; ☒ ciblant en priorité les peuples autochtones;
 - ☒ incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
7. **Peuples autochtones.** Selon le dernier recensement national de la population et du logement de 2012, 41% de la population bolivienne de plus de 15 ans est d'origine autochtone. Le pays compte 36 peuples autochtones officiellement reconnus, répartis dans toutes les régions du pays, dont 34 vivent dans les basses terres. Quelque 45% d'entre eux sont pauvres et 21,8% extrêmement pauvres.
8. **Jeunes ruraux.** En 2018, les jeunes (âgés de 16 à 28 ans) représentaient 23,4% de la population totale du pays; 71,1% d'entre eux vivaient en milieu urbain et 28,9% en milieu rural (en raison du manque de formation et de débouchés rémunérateurs).

9. **Questions de genre.** Selon l'Institut national de la statistique (2018), l'État plurinational de Bolivie compte environ 11 307 000 habitants (49,6% de femmes et 50,4% d'hommes). En 2022, il affichait un taux d'inégalités fondées sur le genre de 73,4%, et occupait le 51^e rang sur 155 pays selon l'indice des disparités entre les hommes et les femmes.
10. **Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.** À l'échelle nationale, de nombreux problèmes liés à la malnutrition persistent, en particulier dans certains groupes de population. Chez les enfants de moins de 5 ans, on observe toujours des taux élevés de malnutrition chronique en milieu rural (23,7% contre 12,2% en milieu urbain), et ces taux sont deux fois plus élevés chez les enfants dont la mère parle le quechua ou l'aymara.
11. **Gestion de l'environnement.** La zone d'intervention du programme compte 6 zones protégées à l'échelon national, 2 à l'échelon départemental et 14 à l'échelon municipal. Elle couvre également trois sites Ramsar. Ces zones sont principalement menacées par l'exploitation minière et la pollution par les métaux lourds, la dérivation des cours d'eau, le surpâturage, les changements dans l'utilisation des terres, le brûlage, la propagation de la flore et de la faune exotiques, l'élevage, la sécheresse et les changements climatiques.
12. **Changements climatiques.** La zone couverte par le programme est exposée aux inondations fluviales, aux chaleurs extrêmes et aux incendies de forêt dans la région amazonienne; aux sécheresses et aux pénuries d'eau, en particulier dans les hautes terres; aux glissements de terrain dans les vallées, et aux gelées et tempêtes de grêle dans les hautes terres et les vallées. Ces dix dernières années, les changements climatiques ont exacerbé les chocs climatiques extrêmes.

Justification de l'intervention du FIDA

13. Il a été décidé de laisser ouverte la possibilité que le Programme pour le développement d'une agriculture durable et résiliente (AGROSUSTENTAR) se déroule en deux phases. Conformément aux exigences du Ministère du développement rural et des terres, les initiatives de la phase 1 seront axées sur les basses terres, tandis que celles de la phase 2 se concentreront le cas échéant sur les régions andine et lacustre. Le programme a été conçu de manière à ce que la phase 1 soit indépendante: l'éventuelle suspension de la phase 2 est sans incidence sur la réalisation des objectifs de la phase 1 du point de vue du développement, de la portée des interventions et des résultats.
14. Le présent rapport du Président concerne la phase 1 du programme, sauf indication contraire. Le lancement et le financement de la phase 2 feront l'objet d'une nouvelle demande d'approbation auprès du Conseil d'administration.
15. Le programme AGROSUSTENTAR est conforme aux politiques nationales et aux stratégies du FIDA, et répond à la demande de financement du FIDA formulée par le Gouvernement bolivien aux fins d'une production agricole durable et résiliente.
16. Ces quatre dernières années, le FIDA a gagné en expérience, méthodiquement engrangée, de l'appui aux pouvoirs publics souhaitant investir dans les petits producteurs biologiques et les systèmes agricoles et alimentaires durables.

B. Enseignements à retenir

17. Les transferts de fonds public-privé autorisés par l'État plurinational de Bolivie en faveur d'institutions sélectionnées, dont relève le financement du FIDA, facilitent considérablement l'exécution des programmes, favorisent la transposition à plus grande échelle des investissements en milieu rural et des approches, des stratégies et des technologies, et maximisent l'impact des programmes.
18. La composition des équipes techniques de projet étant cruciale, il est essentiel de recruter des experts compétents pour toute la durée du programme. Il est recommandé de confier la gestion du personnel à des entreprises spécialisées, qui

sélectionnent les bonnes personnes et s'assurent que les processus de sélection et de rétention du personnel sont compétitifs et transparents.

II. Description du programme

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. La finalité du programme AGROSUSTENTAR est de réduire la pauvreté rurale et d'améliorer la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires locaux.
20. L'objectif de développement est d'accroître la capacité des petits producteurs des municipalités affichant des taux élevés de pauvreté et de vulnérabilité climatique à s'adapter aux effets des changements climatiques et à garantir la sécurité alimentaire de leurs communautés.
21. Le programme durera sept ans, la phase 1 couvrant les cinq premières années. La phase 2 pourra démarrer à la quatrième année, après l'examen à mi-parcours de la phase 1, sous réserve des critères énoncés dans le rapport de conception et des ressources disponibles. La finalité et l'objectif de développement restent les mêmes dans les deux phases.
22. Le ciblage géographique s'appuie sur les quatre critères suivants: i) vulnérabilité climatique et environnementale des municipalités; ii) dépassement ou non du seuil de 50% de pauvreté dans la municipalité selon l'indice des besoins fondamentaux non satisfaits; iii) vulnérabilité de la municipalité sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; iv) degré d'enclavement de la municipalité par voie terrestre, compte tenu des activités ou des déplacements utiles aux services, aux produits et aux marchés; outre les critères liés aux coûts de fonctionnement des bureaux régionaux.
23. Le programme AGROSUSTENTAR couvre 43 municipalités et, dans la phase 1, 24 d'entre elles sont ciblées en priorité (14 à Pando, 6 à Beni, 2 à La Paz et 2 à Santa Cruz).
24. Dans les 24 municipalités de la phase 1, 17 500 ménages issus de 171 communautés bénéficieront du programme. 40% de femmes, 20% de jeunes et au moins 60% de personnes autochtones devraient participer aux différentes activités. Le groupe cible est composé de petits producteurs agricoles familiaux (peuples autochtones et premiers et petits exploitants) des hautes et basses terres, qui sont organisés en communautés, associations et territoires autochtones, premiers et paysans et sont touchés par la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
25. Les groupes sociaux ciblés sont les petits exploitants utilisant des systèmes de production traditionnels et des ressources forestières, des systèmes de production conventionnels ou des systèmes en transition vers la production biologique ou biologiques.

B. Composantes, résultats et activités

26. Le programme s'articule autour des composantes suivantes:
Composante 1. Promouvoir la production agricole durable dans le cadre d'une approche territoriale et d'adaptation aux changements climatiques.
27. Cette composante vise à encourager le groupe cible du programme à passer à une production agricole durable grâce à une approche territoriale d'adaptation aux changements climatiques, en mettant l'accent sur les systèmes de production de semences de maïs, de riz, d'arachides et de haricots et sur la propagation végétative du cacao, de l'ananas, des bananes et des bananes plantains dans un souci de rendement. Sur la base d'un processus de planification participative, et conformément aux us et coutumes de chaque territoire, un plan intercommunal de développement de la production sera élaboré à l'intention de chaque groupe de producteurs. Cette composante permettra de renforcer les associations de

producteurs de semences et non seulement de financer des investissements à différents niveaux – selon les priorités définies dans les plans intercommunaux –, mais aussi de contribuer au renforcement des capacités et de fournir une assistance technique continue aux groupes cibles.

Composante 2. Développer des marchés axés sur les produits agricoles durables.

28. Cette composante a pour objectif de renforcer la commercialisation des produits agricoles durables du groupe cible et de mieux connecter ce groupe à des marchés diversifiés et à des consommateurs intéressés par les produits issus de l'agriculture biologique (en particulier les fruits d'Amazonie comme l'açaï, la noix du Brésil, le cupuaçu, les baies de patawa et la banane plantain). Elle est fondée sur le diagnostic formulé dans les plans intercommunaux de développement agroécologique, et sur d'autres études cartographiques des acteurs et des circuits commerciaux de la production. Dans le cadre de cette composante, il est prévu d'investir dans: des foires de produits; des entreprises spécialisées dans le renforcement des infrastructures de production, la transformation, la création de valeur ajoutée et l'assistance technique aux fins de l'accès aux marchés; le développement de marchés et de circuits commerciaux destinés à la production; la certification des organisations de producteurs; l'éducation et la sensibilisation des consommateurs.

Composante 3. Renforcer les capacités et créer des conditions propices à des systèmes agroalimentaires durables.

29. Cette composante vise à bâtir et à renforcer les connaissances et les capacités des ressources humaines en matière de transition vers une production agricole durable, à mettre au point des innovations en matière de production agricole durable destinées à être adoptées dans le cadre du programme, et à soutenir la formulation ou la mise à jour de politiques et de normes qui favorisent la production agroécologique et la mobilisation du savoir et de l'expérience.
30. Le programme comprend également une composante relative à la gestion et à l'administration.

C. Théorie du changement

31. Le programme AGROSUSTENTAR vise à faire tomber les barrières qui contraignent les agriculteurs familiaux à adopter des systèmes alimentaires locaux non durables et non résilients, caractérisés par une production et une productivité limitées, une faible diversité nutritionnelle et une forte dépendance aux intrants chimiques. Ces difficultés sont aggravées par une vulnérabilité importante liée à l'exposition et à la vulnérabilité aux changements climatiques, une faible capacité d'adaptation et diverses entraves à l'inclusion sociale qui entraînent insécurité alimentaire et mauvaise nutrition dans un contexte de pauvreté rurale.
32. Le programme s'articulera autour de trois axes de développement: i) promotion de la production agricole durable familiale, qui constitue une autre méthode intégrale de développement de systèmes alimentaires durables, tenant compte des enjeux nutritionnels et résilients; ii) amélioration de l'accès aux marchés de produits agricoles durables aux fins du renforcement des moyens d'existence des agriculteurs familiaux et de la viabilité des mesures prises en faveur de la transition vers la production agricole durable; iii) renforcement des capacités et création des conditions favorables nécessaires à la transformation des systèmes alimentaires.

D. Alignement, appropriation et partenariats

33. Le programme AGROSUSTENTAR contribue aux objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 5, 8, 10, 13 et 17, en plus des deux objectifs stratégiques du COSOP (2021-2025) et des priorités transversales relatives aux questions de genre, aux jeunes, aux peuples autochtones, aux enjeux nutritionnels et aux changements

climatiques. Il favorise également les politiques et les priorités du Gouvernement bolivien définies dans le Plan de développement économique et social.

E. Coût, avantages et financement

34. Les composantes 1, 2 et 3 du programme relèvent partiellement de l'action climatique, notamment les sous-composantes 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 2.1, 2.3 et 3.1. Dans le cadre du financement additionnel ici proposé, le montant alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à au moins 15 334 000 USD (5 366 000 USD au titre du financement de l'adaptation et 9 968 000 USD au titre du financement de l'atténuation).

Coût du programme

35. Le coût total de la phase 1 du programme est de 26,8 millions d'USD (tableau 1). Le tableau 2 en donne la répartition par catégorie de dépenses et par source de financement. Le coût du programme par composante et par année est présenté au tableau 3. Au titre des dépenses d'investissement, les catégories définies sont les dons et subventions (67%), les services de consultants (13%), la formation (4%), et les véhicules, les équipements et le matériel (2%). La catégorie des dépenses de fonctionnement (13%) comprend les salaires et traitements (9%) et les frais de maintenance (4%).

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA au titre du SAFP		Prêt du FIDA au titre du MARE		Bénéficiaires			Total	
	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%
1.Promotion de la production agricole durable	6 180	36	8 034	46	1 551	1 551	18	17 317	65
2.Marchés axés sur les produits agricoles durables	1 660	37	2 157	48	389	314	16	4 521	17
3.Renforcement des capacités et création de conditions propices	668	43	869	57				1 537	6
4.Gestion du programme	1 492	43	1 940	57				3 432	13
Total	10 000	37	13 000	48		3 806	14	26 806	100

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt du FIDA au titre du SAFP</i>		<i>Prêt du FIDA au titre du MARE</i>		<i>Bénéficiaires</i>			<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions monétaires</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Dons et subventions	7 597	42	6 651	37	1 941	1 865	21	18 054	67
2. Formation	-	-	969	100	-	-	-	969	4
3. Services de consultants	1 165	32	2 441	68	-	-	-	3 606	13
4. Équipements, matériel et véhicules	510	82	114	18	-	-	-	624	2
5. Salaires et traitements	658	28	1 696	72	-	-	-	2 354	9
6. Frais de maintenance	70	6	1 129	94	-	-	-	1 200	4
Total	10 000	37	13 000	48		3 806	14	26 806	100

Tableau 3

Coût du programme par composante et par année du programme

(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Promotion de la production agricole durable	1 361	8	4 291	25	5 589	32	5 926	34	150	1	17 317
2. Marchés axés sur les produits agricoles durables (transformation et commercialisation)	125	3	767	17	1 323	29	1 385	31	922	20	4 521
3. Renforcement des capacités et création de conditions propices	298	19	318	21	373	24	235	15	313	20	1 537
4. Gestion du programme	1 024	30	578	17	587	17	616	18	627	18	3 432
Total	2 807	10	5 954	22	7 872	29	8 162	30	2 012	8	26 806

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

36. Le programme sera financé par: i) deux prêts du FIDA, l'un de 9,19 millions d'EUR au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et l'autre de 11,93 millions d'EUR au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE); ii) la contribution des bénéficiaires, estimée à 3,8 millions d'USD (1,9 million d'USD sous forme monétaire et 1,9 million d'USD en nature). La contribution des bénéficiaires est un financement de contrepartie d'investissements réalisés en faveur de la transition vers une production agricole durable d'organisations ou d'associations de producteurs, d'investissements intercommunaux, d'activités d'appui aux services favorisant la transition dans le cadre de la composante 1, et d'initiatives de transformation et de création de valeur ajoutée dans le cadre de la composante 2.
37. À la demande expresse de l'État plurinational de Bolivie, les ressources financières du FIDA pourront être utilisées pour financer les impôts locaux, car aucun financement national de contrepartie n'est prévu à ce titre. Selon les dispositions du règlement intérieur de la Division des services de gestion financière, le financement des impôts dans le cadre de tout projet approuvé après avril 2014 est autorisé, à condition que l'emprunteur en fasse explicitement la demande et qu'un tel financement soit prévu par les paramètres de financement de la Banque mondiale dans le cadre d'un projet similaire. Ainsi, il convient de noter que le rapport d'évaluation du Projet Terres au service du développement agricole mené dans le pays indique que, compte tenu des nouveaux paramètres de financement par pays applicables à l'État plurinational de Bolivie (approuvés en août 2004), la quasi-totalité des dépenses sera financée à 100% par le prêt de la Banque, ce qui aura un effet négligeable sur les besoins de financement de contrepartie. Tous les bénéficiaires de projet étant considérés comme « petits » au sens de la législation bolivienne, ils seront exemptés d'impôt foncier.
38. Le 13 mai 2024, le FIDA a reçu la demande expresse du Vice-Ministère de l'investissement public et du financement extérieur, conformément aux exigences de procédure internes.

Décaissement

39. Le FIDA sera le seul financeur et suivra une approche par phase. Des fonds de contrepartie nationaux lui seront versés, principalement par les municipalités autonomes et les bénéficiaires, à la fois sous forme monétaire et en nature. En outre, si la phase 2 est lancée, les flux de fonds devraient rester inchangés.
40. Au cours des deux phases, le prêt sera décaissé en euros, selon la modalité prévue au titre des avances de fonds. Les demandes d'avances de fonds visent à couvrir les besoins de liquidités du programme, tels que définis dans le rapport financier intermédiaire, pour une période pouvant aller jusqu'à six mois (conformément à la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier). Les avances du FIDA seront décaissées sur un compte désigné en euros, et toute modalité de paiement direct est exclue.
41. Les fonds versés par le FIDA sur le compte désigné du programme seront ensuite transférés sur un compte opérationnel en monnaie locale grâce à deux types d'opérations: i) des transferts public-privé; ii) des transferts entièrement publics. L'équipe du programme veillera à ce que la contribution des municipalités autonomes fasse l'objet d'un rapport. Elle devra également quantifier les contributions en nature (main-d'œuvre non qualifiée, matériaux de construction, transfert de matériaux, etc.) au cours de l'exécution du programme. Des dispositions claires concernant l'enregistrement et la déclaration des contributions monétaires et en nature sont énoncées dans le manuel opérationnel du programme.

Résumé des avantages et analyse économique

42. Le programme bénéficiera à 17 500 ménages dans le cadre de la phase 1 et à 15 000 ménages dans le cadre de la phase 2, soit 32 500 ménages au total. Parmi ceux-ci, 13 230 ménages recevront un appui pour convertir leur exploitation à la production agricole durable (dont 1 194 personnes participant à des initiatives connexes) et 14 300 ménages tireront parti des investissements territoriaux. Compte tenu des chevauchements possibles entre les deux groupes, l'analyse économique et financière couvre environ 28 724 ménages.
43. En ce qui concerne les systèmes de production agricole durable, les principaux avantages proviennent des gains d'efficacité, de la diversification et du recyclage, ce qui se traduit par: i) une amélioration de la productivité, de la rentabilité, de la stabilité et de la résilience grâce à de meilleures pratiques agricoles et à la reconfiguration des systèmes de production; ii) une augmentation et une diversification des revenus grâce au lancement de nouveaux produits, à un meilleur accès à des circuits de commercialisation diversifiés et à des initiatives visant à promouvoir et à stimuler la consommation; iii) une réduction des coûts et des dépenses grâce à l'adoption de pratiques durables en matière d'approvisionnement en intrants (par exemple, utilisation d'intrants biologiques).
44. Les résultats de l'analyse sont satisfaisants. Dans le cadre de la phase 1, le taux de rentabilité économique interne du programme est d'environ 28,08% et la valeur économique actuelle nette s'élève à 26,8 millions d'USD sur une période de 20 ans, compte tenu d'un taux d'actualisation de 12%. On peut donc conclure que la phase 1 du programme est rentable et économiquement avantageuse, tant pour le Gouvernement que pour la société bolivienne dans son ensemble.
45. L'analyse tient compte des externalités environnementales positives découlant de la prestation de services écosystémiques – du fait de l'application de pratiques agricoles durables – et de la valorisation du bilan carbone du programme. Il est également tenu compte des externalités sociales positives résultant de l'amélioration de la nutrition et de la santé au travail grâce aux produits agricoles durables. L'analyse économique et financière des investissements en faveur de la production agricole durable prend en compte les externalités négatives évitées et les avantages plus larges attendus sur le plan de la durabilité à moyen et à long terme.

Stratégie de retrait et durabilité

46. L'harmonisation du programme AGROSUSTENTAR avec les politiques nationales – en particulier avec la loi 3525, le Plan de développement économique et social et le Plan sectoriel de développement intégral pour le « bien-vivre » (2021-2025) – garantira une forte appropriation et un ferme engagement de la part du Gouvernement bolivien, tant pendant qu'après l'exécution du programme.
47. La pérennité des interventions dépendra de l'augmentation de la production et de la productivité globale, de la diversification et de l'augmentation des revenus (par la réduction des coûts, l'amélioration des prix et des conditions de vente ou les deux à la fois, selon le système de production), et du renforcement de la stabilité et de la résilience des circuits de production et de vente face aux aléas et aux chocs relatifs au climat et aux marchés.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

48. Le risque global du programme est modéré. Le principal risque découle de la stratégie d'exécution en deux phases, qui comporte des risques politiques et macroéconomiques inhérents. En ce qui concerne les risques politiques, d'éventuels changements dans le contexte politique du pays pourraient compromettre la continuité de l'appui apporté au cours de la phase 2. Concernant les risques macroéconomiques, la situation macroéconomique pourrait se détériorer, ce qui

réduirait la capacité d'emprunt du pays et exclurait la possibilité de contracter un nouveau prêt du FIDA pour lancer la phase 2. Afin d'atténuer ces risques, la stratégie d'exécution du programme a été conçue de manière à ce que la phase 1 soit indépendante.

Tableau 4

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du programme	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Substantiel
Gestion financière	Modéré	Modéré
Passation des marchés au titre du programme	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

49. Le risque environnemental et social est jugé substantiel. Le programme présente des risques liés à la gestion efficace des ressources naturelles et des risques sociaux associés à la présence de peuples autochtones et aux conditions de travail, étant donné qu'il: a) pourrait prévoir des interventions dans des zones polluées par l'exploitation de mines d'or, et dans des rivières et des zones humides des hauts plateaux du nord et de la région amazonienne; b) sera exécuté dans des zones habitées par des peuples autochtones, ce qui implique de recourir à une procédure de consentement préalable, libre et éclairé; c) pourrait comprendre des activités de récolte de noix du Brésil, dont les conditions de travail ne seraient pas conformes à la législation nationale du travail ni aux engagements internationaux, selon certaines allégations.

C. Classement au regard des risques climatiques

50. Le risque climatique est substantiel. La région géographique, les vallées, les zones tropicales, les montagnes et les berges des cours d'eau de la zone d'intervention du programme sont plus ou moins exposées aux risques d'inondations, de glissements de terrain, de pénuries d'eau, de températures extrêmes et d'incendies de forêt. Le programme ne devrait pas entraîner d'augmentation significative des émissions de gaz à effet de serre.

D. Soutenabilité de la dette

51. Selon les consultations du Fonds monétaire international au titre de l'article IV pour 2022, la dette publique du pays est jugée soutenable, bien qu'elle présente des risques élevés. La trajectoire de la dette publique s'est détériorée depuis 2020, et le taux d'endettement devrait désormais rester supérieur à 80% du PIB durant la période considérée. Les perspectives en matière de dette publique se sont légèrement améliorées par rapport à l'Analyse du degré d'endettement tolérable réalisée en 2021, en raison d'une croissance du PIB supérieure aux prévisions en 2021 et de l'augmentation des recettes résultant du boom des matières premières cette même année. Les besoins bruts de financement public dépassent le plafond de référence de 15% du PIB applicable aux économies émergentes, mais devraient diminuer au fil du temps dans le scénario de référence. Le profil de la dette est globalement neutre, grâce au succès des échanges de dette qui ont eu lieu en février 2022 et à la réduction des versements au titre de l'amortissement en 2022.

et en 2023. La dette extérieure est principalement détenue par des organisations multilatérales; il s'agit essentiellement d'une dette à long terme, assortie en moyenne de faibles taux d'intérêt. Parmi les risques pesant sur les perspectives d'endettement figurent le resserrement des conditions de financement extérieur, un assainissement inadéquat des finances publiques, une dépréciation forcée du taux de change réel ou des exportations d'hydrocarbures plus faibles que prévu.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

52. Le Ministère du développement rural et des terres, par l'intermédiaire de l'Unité d'exécution chargée de l'appui à la production agricole face aux changements climatiques (APROCAM) – qui exécute également le Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie (ACCESOS Rural) – sera responsable de l'exécution du programme. Il incombe à l'organisme d'exécution: i) de maintenir un dialogue officiel avec les financeurs; ii) de présenter les demandes de décaissement aux financeurs et de leur rendre des comptes; iii) d'assurer la gestion de l'audit externe; iv) de coordonner les activités de suivi-évaluation; v) de soumettre au financeur le plan opérationnel annuel, le plan annuel de passation de marchés, le plan d'exécution pluriannuel et les rapports de situation (semestriels et annuels); vi) de coordonner l'exécution des activités avec les services du Ministère; vii) d'assurer la coordination avec les autres ministères et institutions concernés.
53. La structure opérationnelle du programme se compose d'une unité d'exécution du programme à l'échelle nationale (l'APROCAM), d'unités opérationnelles locales et d'unités de liaison sur le terrain. Elle vise à garantir le bon fonctionnement du programme au niveau central et local, grâce à une plus large couverture territoriale.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

54. L'APROCAM sera chargée d'exécuter le programme.
55. Un ou une spécialiste de l'administration et des finances complètera les travaux de l'unité d'exécution du programme. Au vu de l'expérience acquise dans le cadre du portefeuille, il est recommandé de recruter le personnel financier de l'unité par l'intermédiaire d'une société de recrutement externe, afin d'éviter les pressions politiques au cours du processus. Des procédures détaillées et une politique pour un renouvellement de contrats conforme aux réglementations nationales seront précisées dans le manuel opérationnel du programme.
56. Les passations de marchés de biens, de travaux et de services que le FIDA finance en totalité ou en partie et qui sont nécessaires à l'exécution du programme s'effectueront conformément à la réglementation nationale, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

57. Un ensemble de mécanismes et de techniques participatifs de diffusion et de retours d'informations sera mis en place au cours de l'exécution du programme, comme indiqué dans le plan de participation des parties prenantes.
58. Le personnel de l'unité d'exécution du programme bénéficiera d'une formation initiale et d'une campagne de sensibilisation sur le respect des garanties du FIDA en matière de consentement préalable, libre et éclairé, le plan de gestion environnementale, sociale et climatique du programme, la mobilisation des parties prenantes et le mécanisme de réponse aux doléances.

Mécanisme de réponse aux doléances

59. L'équipe du programme AGROSUSTENTAR mettra à disposition de la population cible un mécanisme ouvert et accessible de traitement des plaintes et des doléances provenant de particuliers, d'autorités communautaires ou de représentants de peuples autochtones et premiers et de petits exploitants.
60. Une tolérance zéro sera appliquée en cas de non-respect de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, ou de non-respect de la Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, afin de garantir l'application des normes d'intégrité et de déontologie les plus strictes dans toute procédure de passation de marché, tant du côté de l'unité d'exécution du programme que du côté des prestataires de services.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

61. La planification sera pluriannuelle et s'appuiera sur la théorie du changement et le cadre logique du programme, le plan opérationnel annuel étant le principal instrument utilisé à cette fin.
62. L'évaluation du programme compte trois temps forts: i) l'examen des valeurs de référence, visant à connaître l'état initial; ii) l'examen à mi-parcours, destiné à analyser les progrès réalisés par rapport aux objectifs, les failles dans l'exécution et les éventuelles recommandations; iii) l'évaluation finale de l'impact.
63. Des mesures seront prises pour promouvoir la systématisation des expériences et des bonnes pratiques, l'apprentissage, le partage des connaissances, la coopération Sud-Sud et la concertation sur les politiques. L'accent sera également mis sur la production de données empiriques relatives aux différents effets de la production agricole durable et aux indicateurs de transition.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

64. En bref, les éléments novateurs du programme sont: i) l'approche de production agricole durable et l'accent mis sur la conception d'innovations adaptées à la gestion de la production; ii) les innovations dans les méthodes de mesure, telles que l'analyse économique et financière des investissements agroécologiques, l'outil de conception et de suivi en matière de résilience; iii) les innovations dans les méthodes de diagnostic, telles que le recours à des méthodes de conception comportementale pour analyser le problème de la faible participation des consommateurs aux foires locales de produits agricoles durables.
65. En ce qui concerne la transposition à plus grande échelle, l'équipe du programme s'attachera à institutionnaliser l'approche de production agricole durable, à documenter les innovations, et à promouvoir la concertation sur les politiques et la création de conditions propices à un passage à plus grande échelle au cours de la phase 2.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

66. Une fois le programme approuvé, le Ministère du développement rural et des terres, par l'intermédiaire de l'APROCAM, s'acquittera des tâches suivantes: i) recruter l'équipe, en donnant la priorité au coordonnateur ou à la coordonnatrice technique du programme, au ou à la spécialiste de l'administration et des finances et au ou à la spécialiste de la planification et du suivi-évaluation; ii) passer un contrat relatif au système de comptabilité; iii) réviser le manuel opérationnel du programme; iv) mettre à jour le plan opérationnel annuel et le plan annuel de passation de marchés de la première année d'exécution; v) demander un premier versement de fonds dès que toutes les conditions ont été remplies, ou demander des fonds de démarrage; vi) louer des locaux pour les unités opérationnelles locales et conclure

les accords institutionnels nécessaires à la mise en place des unités de liaison;
vii) équiper tous les bureaux du programme en matériel et en véhicules;
viii) organiser l'atelier de démarrage avec l'appui du FIDA et lancer officiellement le programme.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

67. Le programme sera directement supervisé par le FIDA, en coordination avec le Gouvernement. Des missions seront menées pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, la performance du programme et le respect des conditions contractuelles. Il est également prévu d'effectuer: i) au moins une mission de suivi et une mission d'appui à l'exécution par an; ii) une mission dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours au cours de la troisième année d'exécution, qui servira à déterminer la possibilité de lancer la phase 2 l'année suivante; iii) une mission conclusive destinée à préparer la clôture technique et administrative et à élaborer le rapport final du programme.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

68. L'octroi à l'emprunteur/bénéficiaire du financement proposé au titre de la phase 1 du programme est régi par un accord de financement entre l'État plurinational de Bolivie et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
69. L'État plurinational de Bolivie est habilité, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
70. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

71. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État plurinational de Bolivie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de neuf millions cent quatre-vingt-dix mille euros (9 190 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à l'État plurinational de Bolivie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de onze millions neuf cent trente mille euros (11 930 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Convenio de financiación negociado

Número del Préstamo: [insertar número]

Programa para el Desarrollo de una Agricultura Sostenible y Resiliente - AGROSUSTENTAR
(el "Programa" o "AGROSUSTENTAR")

El Estado Plurinacional de Bolivia (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

PREÁMBULO

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar el Programa y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

El FIDA acuerda conceder un Préstamo y

Por lo tanto, las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Programa (Anexo 1) el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y Compromisos Especiales (Anexo 3).

2. Las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, modificadas en diciembre de 2022 (las "Condiciones Generales") y en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, salvo que se indique lo contrario. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A raíz del presente Convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un Préstamo (la "Financiación"), que éste utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un Préstamo con dos fuentes (Fuente PBAS) de nueve millones ciento noventa mil Euros (EUR 9 190 000) del Sistema de Asignación de Recursos basado en los Resultados (PBAS) y otro (Fuente BRAM) por once millones novecientos treinta mil Euros (EUR 11 930 000) del Mecanismo de Acceso a Recursos Ajenos (BRAM).

2. El importe de la Fuente PBAS se concede en condiciones ordinarias y devengará intereses sobre el principal pendiente del Préstamo a una tasa igual a la Tasa de Interés

de Referencia del FIDA, incluido un diferencial variable, pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrá un plazo de vencimiento de 27,5 años (veintisiete años y seis meses), incluido un período de gracia de 8 (ocho) años, a partir de la fecha en que el Fondo haya comunicado que se han cumplido todas las condiciones generales que preceden al primer desembolso.

3. El importe de la Fuente BRAM se concede en condiciones ordinarias y devengará intereses sobre el principal pendiente del Préstamo a una tasa igual a la Tasa de Interés de Referencia del FIDA, incluido un diferencial variable, pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrá un plazo de vencimiento de 27,5 años (veintisiete años y seis meses), incluido un período de gracia de 8 (ocho) años, a partir de la fecha en que el Fondo haya comunicado que se han cumplido todas las condiciones generales que preceden al primer desembolso.

4. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo de ambas Fuentes será Euro.

5. El Ejercicio Financiero o fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.

6. Los pagos del capital y los intereses por servicio del Préstamo serán pagaderos cada quince (15) de febrero y quince (15) de agosto.

7. El Prestatario, a través del Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras (MDRyT) abrirá en la cuenta única del Tesoro del Banco Central de Bolivia, dos libretas específicas en Euros (EUR) (Cuentas Designadas), una para cada fuente (PBAS y BRAM), para recibir en ella exclusivamente los recursos del Préstamo. El Prestatario informará al Fondo de los funcionarios autorizados para operar las Cuentas Designadas.

8. Habrá una Cuenta del Programa en moneda nacional de titularidad de la Unidad Ejecutora del Programa (UEP) del MDRyT, en el Banco Central de Bolivia.

Sección C

1. El Organismo Responsable (ejecutor) del Programa es el MDRyT, a través de la UEP "Apoyo a la Producción Agropecuaria Ante el Cambio Climático" (APROCAM). La estructura operativa del programa está conformada por la UEP de ámbito nacional, así como por unidades operativas locales y unidades de enlace a nivel local.

2. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa.

3. La Fecha de Terminación del Programa será el quinto (5) aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la Fecha de cierre del financiamiento será 6 meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.

4. La adquisición de bienes, obras y servicios financiados por la Financiación se realizará de conformidad con el Manual de Operaciones del Programa (MOP) acordado con el Prestatario, a través del Organismo Responsable, y aceptable para el Fondo, en la medida en que sea compatible con las directrices y disposiciones de adquisiciones y contrataciones del FIDA.

Sección D

1. El Fondo administrará el Préstamo y supervisará el Programa.

2. El Prestatario aplicará al FIDA lo dispuesto en la Convención de los Organismos Especializados de las Naciones Unidas, incluyendo su Anexo XVI, en todo asunto relacionado a la Financiación del Programa.

Sección E

1. Se designan como motivos adicionales de suspensión de la Financiación los siguientes:

- a) Cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Programa (MOP) que haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario a través del Organismo Responsable, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Programa.

2. Se designan los siguientes motivos adicionales para la cancelación de la Financiación:

- a) En caso de que, después del primer desembolso, el Prestatario no haya solicitado, a través del Organismo Responsable, un desembolso de la Financiación durante un período de 18 meses sin justificación.

3. Las siguientes se designan como condiciones adicionales generales que preceden al primer desembolso:

- a) Se obtuvo la no objeción del FIDA al Manual de Operaciones del Programa (MOP);
- b) Que se haya contratado al siguiente personal: el/la Coordinador Nacional y el/la Administrador Nacional;
- c) Que las libretas específicas en las cuentas únicas del Tesoro (Cuentas Designadas) del Programa hayan sido abiertas;
- d) Que se haya implementado un sistema de seguimiento financiero automatizado, y esté en pleno funcionamiento operativo.

4. El Prestatario designa al Ministro/a de Planificación del Desarrollo como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales.

5. El presente Convenio está sujeto a aprobación por parte de la Asamblea Legislativa del Estado Plurinacional de Bolivia.

6. Se indican a continuación a los representantes designados y sus respectivas direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Ministro de Planificación del Desarrollo
Ministerio de Planificación del Desarrollo
Av. Mariscal Santa Cruz N. 1092
Casilla N. 12814
La Paz
Bolivia

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor cuando el FIDA reciba el instrumento de ratificación, conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. *Área del Programa.* El programa *AGROSUSTENTAR* comprende 24 municipios (en Pando, Beni, La Paz y Santa Cruz). Para la focalización de los municipios se aplican los criterios siguientes: i) municipios de alta vulnerabilidad climática y ambiental; ii) municipios con niveles de pobreza superiores al 50 % según el índice de Necesidades Básicas Insatisfechas (NBI); iii) municipios vulnerables en materia de seguridad alimentaria y nutricional; y iv) municipios con conexión territorial para operar y dinamizar servicios, productos y mercados, así como criterios vinculados a los costos de operación de las oficinas regionales.

2. *Población-objetivo y beneficiarios del Programa.* El programa beneficiará a 17 500 hogares de 171 comunidades, con la participación inclusiva de **40% de mujeres, 20% de jóvenes y al menos 60% de población indígena** en las diferentes actividades del Programa. El grupo objetivo abarca a los pequeños productores de las explotaciones agrícolas familiares (Indígenas, originarios y campesinos) de las tierras altas y las tierras bajas, que se organizan en comunidades, asociaciones y Territorios Indígenas Originarios Campesinos (TIOC) y se encuentran en situación de pobreza e inseguridad alimentaria y nutricional. La focalización social comprende a pequeños productores que cuentan con sistemas de producción tradicionales y recursos forestales, sistemas de producción convencionales, sistemas de producción en transición a sistemas ecológicos y sistemas de producción ecológicos.

3. *Meta.* El **fin del Programa** es reducir la pobreza rural y mejorar la sostenibilidad de los sistemas agroalimentarios locales.

4. *Objetivo de desarrollo.* El **objetivo de desarrollo** es incrementar la capacidad de los pequeños productores de municipios con alto índices de pobreza y vulnerabilidad climática para adaptarse a los efectos del cambio climático y garantizar la seguridad alimentaria de sus comunidades.

5. *Componentes:* El programa tendrá tres componentes principales.

5.1 Componente 1: **Fomento para la producción agrícola sostenible con enfoque territorial y de adaptación al cambio climático**

El objetivo del componente es apoyar la transición para la producción agrícola sostenible del grupo objetivo del programa a través de un enfoque territorial de adaptación al cambio climático y con énfasis en sistemas de producción de semillas de maíz, arroz, maní y frejol y la multiplicación vegetativa de cacao, piña, plátano y banano para mejorar los rendimientos. Partiendo de un proceso de planificación participativa, y de acuerdo con los usos y costumbres de cada territorio, se elabora un Plan Intercomunal de Desarrollo Productivo (PIP) para cada grupo de producción. El componente respalda las asociaciones de productores de semilla y las inversiones a diferentes niveles, priorizadas en los PIP, además de contribuir al desarrollo de las capacidades y brindar asistencia técnica continuada a los grupos objetivo.

5.2 Componente 2: **Desarrollo de los mercados para productos agrícolas sostenibles**

El objetivo del componente es fortalecer la comercialización de los productos agrícolas sostenibles del grupo objetivo, y mejorar su conexión con mercados diversificados y

consumidores que valoren los productos ecológicos (en particular frutos amazónicos como asai, nuez amazónica, copoazu, majo y plátano). El componente parte del diagnóstico formulado en los PIP, junto con otros estudios cartográficos de los actores y los canales comerciales de la producción. El componente prevé inversiones en: ferias productivas; emprendimientos en materia de fortalecimiento en infraestructura productiva, transformación, agregación de valor y asistencia técnica para acceder a los mercados; el desarrollo de los mercados y los canales comerciales de la producción; certificación de organizaciones de productores; y la educación y sensibilización de los consumidores.

5.3 Componente 3: **Fortalecimiento de las capacidades y condiciones habilitantes hacia sistemas agroalimentarios sostenibles**

El objetivo del componente es crear y fortalecer los conocimientos y las capacidades de recursos humanos para la transición para la producción agrícola sostenible, desarrollar innovaciones en producción agrícola sostenible para implantarlas en el programa, y apoyar la formulación o actualización de políticas y normas que promueven la producción agrícola sostenible y la movilización de los conocimientos y experiencias.

El programa abarca también un componente de gestión, monitoreo y evaluación del programa.

II. Disposiciones de ejecución

6. *Organismo Responsable (ejecutor) del Programa.* El MDRyT tendrá las siguientes responsabilidades: (i) incluir en su presupuesto anual recursos para el Programa y gestionar su aprobación; (ii) ejecutar y supervisar la implementación de acuerdo al Convenio de Financiación, normas nacionales y Manual de Operaciones del Programa (MOP); (iii) aprobar el MOP y sus enmiendas; (iv) revisar los informes de auditoría y disponer al Programa el cumplimiento inmediato de las recomendaciones realizadas por la Firma Auditora; y (v) revisar y firmar las Ayudas Memorias de las Misiones de Supervisión.

MDRyT, a través de APROCAM, asegurará la gestión e implementación eficiente y eficaz del Programa, para lo cual se establecerá una coordinación nacional con personal técnico, administrativo y financiero, apoyado por unidades territoriales para la implementación y seguimiento. Algunas de las responsabilidades del ente executor son: (i) mantener la comunicación formal con los financiadores; (ii) presentar las solicitudes de desembolso y rendición de cuentas a los financiadores; (iii) gestionar la auditoría externa; (iv) coordinar las actividades de monitoreo y evaluación; (v) presentar a los financiadores la planificación operativa anual (POA), Plan Anual de Contrataciones (PAC), el Plan de Ejecución Plurianual (PEP) y los informes de progreso (semestral y anual); (vi) coordinar con las instancias del MDRyT la ejecución de las actividades; (vii) coordinar con los demás ministerios pertinentes e instituciones relevantes.

7. *Unidad Ejecutora.* La estructura operativa del Programa está conformada por una Unidad Ejecutora del Programa (UEP) a nivel nacional, y se constituirán también Unidades Operativas Locales (UOL) y Unidades de Enlace (UE) a nivel local. El objetivo de estas estructuras es garantizar una adecuada operatividad del Programa a nivel central y local, asegurando una mayor cobertura territorial en función de la demanda técnica y administrativa prevista para cada región, buscando al mismo tiempo la optimización de los recursos del Programa.

8. *Preparación para la ejecución y planes para la puesta en marcha.* El Programa tiene previstas las siguientes actividades antes del inicio de actividades de operación: i) el Ministerio de Planificación del Desarrollo, en coordinación con el MDRyT, tramitará la aprobación del Convenio ante la Asamblea Legislativa Plurinacional; ii) selección y contratación de un coordinador general del Programa y el equipo técnico; y iii) ajustes del

MOP y aprobación del Reglamento de transferencias público-privadas para la ejecución del Programa.

9. *Gestión financiera, adquisiciones y contrataciones y gobernanza.* La gestión financiera será responsabilidad de la UEP en coordinación con la Dirección General de Asuntos Administrativos del MDRyT y de acuerdo a las Normas de Control Interno emitidas por la Contraloría General del Estado. La unidad de gestión financiera dentro de la UEP será responsable de: (i) velar por el cumplimiento de las condiciones fiduciarias establecidas en el Convenio de Financiación y en la normativa administrativa y financiera del FIDA; (ii) la programación física y financiera plurianual y anual; (iii) la presentación a tiempo de las solicitudes de desembolsos al FIDA; (iv) asegurar medidas eficaces de control interno; (v) mantener actualizado el sistema contable; (vi) la presentación al FIDA de los informes financieros intermedios; (vii) la preparación de los estados financieros anuales de acuerdo con las normas internacionales de contabilidad; (viii) la coordinación del proceso de auditoría; y (ix) las adquisiciones.

10. *Estados financieros.* Los estados financieros del Programa serán auditados por una empresa de auditoría externa de acuerdo con los términos de referencia con no objeción del FIDA, las normas internacionales de auditoría y las directrices de auditoría de proyectos del FIDA.

11. *Desembolsos y flujo de fondos.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, abrirá y mantendrá dos libretas específicas en la cuenta única del Tesoro en Euros (EUR) (Cuentas Designadas) para uso exclusivo de recibir los recursos del FIDA. Conforme la programación del flujo de fondos, el Programa transferirá los fondos requeridos desde la Libreta específica en euros a la Cuenta Única del Tesoro en Bolivianos, cuenta que será abierta por el MDRyT para efectuar los pagos a los proveedores y beneficiarios del Programa.

12. Los procedimientos de desembolso se incluirán en la Carta al Prestatario que el FIDA enviará a la firma del Convenio de Financiación. El Programa utilizará el Portal del Cliente del FIDA (ICP) para presentar las solicitudes de desembolso y acceder a la información financiera en tiempo real.

13. *Adquisiciones.* La adquisición de bienes y servicios con los recursos de la financiación se realizará de conformidad con el Manual de Operaciones del Programa (MOP) acordado con el Prestatario, a través del Organismo Responsable, y aceptable para el Fondo, en la medida en que sea compatible con las directrices y disposiciones de adquisiciones y contrataciones del FIDA. El MDRyT a través de la UEP elaborará el Plan de Adquisiciones y Contrataciones anuales para las compras bajo su responsabilidad, que presentará al FIDA junto al Plan Operativo Anual, que incluye el presupuesto.

14. *Manual de Operaciones del Programa (MOP).* El MDRyT, a través de la UEP, ejecutará el Programa conforme al presente Convenio, sus Reglas de Operación, las de los programas prioritarios integrados al Programa y al MOP. El MOP debe establecer las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Programa por parte del Prestatario, a través del Organismo Responsable, y debe contener, entre otros los siguientes temas: i) contexto legal y organizativo; ii) descripción del Programa, sus componentes y cobertura; iii) organización para la ejecución y funciones por nivel; iv) mecanismo de implementación de los componentes y ciclo de planes y sub-proyectos; v) administración de recursos financieros; vi) adquisiciones y contrataciones; vii) sistema de planificación, seguimiento y evaluación.

Si fuera necesario, el MDRyT podrá proponer modificaciones al MOP que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa no objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* (a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos de Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría		Monto de Fuente PBAS (expresado en EUR)	Monto de Fuente BRAM (expresado en EUR)	Porcentaje*
I.	Donaciones y subsidios (transferencia)	6 290 000	5 500 000	100%
II.	Capacitación	0	800 000	100%
III.	Asistencia técnica	960 000	2 020 000	100%
IV.	Equipamiento, materiales y vehículos	420 000	90 000	100%
V.	Salarios y gastos operativos	610 000	2 330 000	100%
Sin Asignación		910 000	1 190 000	
		9 190 000	11 930 000	

**Se prevé que los fondos FIDA puedan utilizarse para el pago de impuestos y tasas según las modalidades y límites indicados en sección 11.01.c) de Las Condiciones Generales.*

- (b) Los términos utilizados en el cuadro anterior se definen como:
- i. *Donaciones y subsidios (transferencia):* se refiere a los gastos elegibles definidos en los diferentes tipos de Planes Intercomunales de Desarrollo Productivo a favor de las organizaciones o comunidades de beneficiarios y otros actores, y con base a lo establecido en el Manual de Operaciones del Programa de los componentes del Programa.
 - ii. *Capacitación:* se refiere a talleres de formación, jornadas de campo, ferias, ruedas de negocio, implementación de estrategias de comercialización y eventos relacionados con los componentes del Programa, entre otros.
 - iii. *Asistencia técnica:* se refiere al acompañamiento a planes de parte de promotores municipales (consultorías), estudios como línea de base, desarrollo de evaluaciones, auditorías, contratos de servicios para formulación de planes y acompañamiento cierre de Programa, metodologías participativas entre otros.
 - iv. *Equipamiento, materiales y vehículos:* se refiere a los vehículos, equipos y bienes que requiere la UEP para la operación del Programa.
 - v. *Salarios y gastos operativos:* se refiere a los gastos destinados al personal involucrado directamente en la ejecución del Programa y a los gastos destinados al aporte de las operaciones implementadas por el personal del Programa, entre otros, mantenimiento de equipos y vehículos, seguros, y gastos de oficina.

- vi. *Sin asignación:* la cantidad destinada inicialmente a esta categoría responde a imprevistos. La misma estará sujeta a asignación, pero no estará disponible inmediatamente para su desembolso hasta que se reasigne a las otras categorías, según lo previsto en la sección 4.07 de las Condiciones Generales.

2. *Gastos de puesta en marcha.* Podrán retirarse fondos de la cuenta del Préstamo para gastos de puesta en marcha asociados con las actividades indicadas en el párrafo anterior por un total no superior a EUR 275 000 (doscientos setenta y cinco mil). Dichos gastos deberán ser incurridos entre la fecha de entrada en vigor y la fecha en que se hayan cumplido las condiciones previas para el desembolso. Para ser considerados admisibles, los gastos de puesta en marcha y las categorías de gastos correspondientes deberán contar con la no objeción previa del FIDA.

Anexo 3

Compromisos especiales

I. Disposiciones generales

De conformidad con la Sección 12.01(a)(xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a solicitar retiros de la Cuenta del Préstamo/Subvención si el Prestatario ha incumplido cualquiera de los pactos que se indican a continuación, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto adverso importante en el Programa:

2. *Planificación, seguimiento y evaluación.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que se establezca un sistema de planificación, seguimiento y evaluación (PM&E) en un plazo de doce (12) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo.

3. *Género.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, garantizará que el Programa se implemente de acuerdo a las políticas del país y a la política del Fondo en tema de género enfocada al empoderamiento de las mujeres.

4. *Pueblos indígena Originario Campesino ("Pueblos Originarios").* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de los Pueblos Originarios en la implementación del Programa y, con este fin, se asegurará de que:

- (a) el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones aplicables de la legislación nacional pertinente sobre Pueblos Originarios;
- (b) los Pueblos Originarios estén representados de manera adecuada y justa en toda la planificación local de las actividades del Programa;
- (c) Se respeten debidamente los derechos de los Pueblos Originarios;
- (d) Las comunidades de Pueblos Originarios participan en el diálogo político y en la gobernanza local;
- (e) Se respetan los términos de las Declaraciones, Pactos y/o Convenios ratificados sobre el tema;
- (f) El Programa no involucrará la usurpación de territorios tradicionales usados u ocupados por comunidades indígenas originarias.

5. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.

6. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario y las Partes del Programa se asegurarán de que el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso, según se modifique periódicamente.

7. *Uso de los instrumentos del programa y otros equipos.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que:

- (a) todos los instrumentos y otros equipos adquiridos en el marco del Programa se asignen para la ejecución del Programa;

- (b) Los tipos de instrumentos y otros equipos adquiridos en el marco del Programa son apropiados para las necesidades del Programa; y
- (c) Todos los instrumentos y otros equipos transferidos o adquiridos en el marco del Programa están dedicados exclusivamente al uso del Programa.

8. *Herramienta de seguimiento de contratos en el Portal del Cliente del FIDA (PCI).* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que se envíe una solicitud al FIDA para acceder a la herramienta de seguimiento de los contratos de adquisición del programa en el Portal del Cliente del FIDA (PCI). El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que todos los contratos, los memorandos de entendimiento, las órdenes de compra y los pagos correspondientes se registren en la Herramienta de seguimiento de los contratos de adquisición del Programa en el Portal del Cliente del FIDA (PCI) en relación con la adquisición de bienes, obras, servicios, consultoría, servicios no relacionados con la consultoría, contratos comunitarios, subvenciones y contratos de financiación. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, garantizará que los datos de los contratos se actualicen trimestralmente durante la ejecución del Programa.

9. *El Personal Clave del Programa* es: el Director del Programa, el Especialista Financiero, el Oficial de Seguimiento y Evaluación, el Oficial de Gestión del Conocimiento, el Oficial de Adquisiciones, el Especialista en Inclusión Social y Género, y el Especialista en Evaluación de Medio Ambiente y Clima. Para ayudar en la implementación del Programa, la UEP, a menos que se acuerde lo contrario con el FIDA, contratará o hará que se contrate, según sea necesario, a personal clave cuyas calificaciones, experiencia y términos de referencia sean satisfactorios para el FIDA. El Personal Clave del Programa será adscrito a la UEP en caso de que se trate de funcionarios públicos o contratados en el marco de un contrato de consultoría siguiendo el método de selección de consultores individuales del Manual de Adquisiciones del FIDA, o cualquier método de selección equivalente en el sistema nacional de adquisiciones que sea aceptable para el FIDA. La contratación del Personal Clave del Programa está sujeta a la revisión previa del FIDA [al igual que el despido del Personal Clave del Programa]. El Personal Clave del Programa está sujeto a una evaluación anual y la continuación de su contrato está sujeta a un desempeño satisfactorio. Todo contrato firmado para el Personal Clave del Programa deberá cumplir con la normativa laboral nacional o las Normas Internacionales del Trabajo de la OIT (la que sea más estricta) para satisfacer las condiciones de los PESAC actualizados del FIDA. Deberá evitarse la repetición de contratos de corta duración, a menos que se justifique adecuadamente en las circunstancias del Programa. La selección del personal del Programa deberá ser contratado a través de una empresa externa de recursos humanos.

II. Disposiciones PESAC¹

1. Para proyectos/programas que presenten riesgos sociales, ambientales y climáticos altos o sustanciales, el Prestatario, a través del Organismo Responsable, deberá llevar a cabo la implementación del Programa de acuerdo con las medidas y requisitos establecidos en las Evaluaciones de Impacto Ambiental y Social (EIAS)/Marcos de Gestión Ambiental, Social y Climática (MGASC) y/o Planes/Marcos de Acción de Reasentamiento (PAR/ MAR) y Planes de Gestión Ambiental, Social y Climática (PGASC) para proyectos de alto riesgo y EIAS abreviadas y/o PAR/MAR abreviados y PGASC para proyectos de riesgo sustancial y Planes de Consentimiento Libre, Previo e Informado (CLPI), Planes de Implementación CLPI, Planes para Pueblos Indígenas (PPI), Planes de Gestión de Plaguicidas, Planes de Gestión de Recursos Culturales y Planes de Hallazgos Casuales (el (los) "Plan (es) de

¹ Nuevas disposiciones PESAC para todos los proyectos que pasen la revisión de concepto después del 1 de septiembre de 2021.

Gestión"), según corresponda, tomado(s) de conformidad con los requisitos de los PESAC y actualizado(s) periódicamente por el Fondo.

El Prestatario, a través del Organismo Responsable, no enmendará, variará ni renunciará a ninguna disposición de los PGASC ni del (los) Plan (es) de Gestión, a menos que el Fondo lo acuerde por escrito y si el organismo responsable ha cumplido con los mismos requisitos aplicables a la adopción original de los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión.

2. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, no deberá, y hará que todos los contratistas, subcontratistas y proveedores no comiencen la implementación de ninguna obra, a menos que todas las Personas Afectadas por el Programa hayan sido compensadas y/o reubicadas de acuerdo con el PAR específico/PAR abreviado, CLPI y/o el cronograma acordado de obras y compensaciones.

3. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, divulgará los borradores y los informes finales de la EIAS y todos los demás planes de gestión pertinentes con las partes interesadas del Programa en un lugar accesible en la zona afectada por el Programa, en una forma y un idioma comprensibles para las personas afectadas por el Programa y otras partes interesadas. La divulgación tendrá en cuenta cualquier necesidad de información específica de la comunidad (por ejemplo, cultura, discapacidad, alfabetización, movilidad o género).

4. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, garantizará que todos los documentos de licitación y contratos de bienes, obras y servicios contengan disposiciones que exijan que los contratistas, subcontratistas y proveedores cumplan en todo momento al llevar a cabo el Programa con los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión, si los hubiere.

5. Esta sección se aplica a cualquier evento que ocurra en relación con incidentes graves ambientales, sociales, de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) (como se define este término a continuación); cuestiones laborales o de poblaciones adyacentes durante la ejecución del Programa que, con respecto al Programa del FIDA:

- i. tenga un efecto material adverso directo o potencial;
- ii. haya atraído sustancialmente la atención adversa de partes externas o haya dado lugar a publicidad nacional negativa o informes de prensa nacional negativos; o
- iii. dé lugar a responsabilidades materiales potenciales.

En la ocurrencia de tal evento, el Prestatario, a través del Organismo Responsable, deberá:

- Notificar al FIDA prontamente;
- Brindar información sobre dichos riesgos, impactos y accidentes;
- Consultar con las partes afectadas por el Programa sobre cómo mitigar los riesgos e impactos;
- Llevar a cabo, según corresponda, evaluaciones adicionales y participación de las partes interesadas de acuerdo con los requisitos del PESAC; y
- Ajustar, según corresponda, el mecanismo de reclamación y compensación a nivel de Programa de acuerdo con los requisitos del PESAC;
- Proponer cambios, incluidas medidas correctivas al (los) Plan (es) de Gestión (si los hubiera), de conformidad con las conclusiones de dichas evaluaciones y consultas, para su aprobación por el FIDA.

Incidente grave de ESHS significa incidente grave, accidente, queja con respecto a problemas ambientales, sociales (incluidos laborales y comunitarios), de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) que ocurren en el préstamo o dentro las actividades del organismo responsable. Los incidentes graves de ESHS pueden incluir incidentes de naturaleza (i) ambiental; (ii) ocupacional; o (iii) de salud y seguridad pública; o (iv) social, así como quejas y reclamos materiales dirigidos al organismo responsable (por ejemplo cualquier explosión, derrame o accidente laboral que resulte en la muerte, lesiones graves o múltiples o contaminación ambiental material, accidentes de miembros de las comunidades públicas/locales, que resulten en la muerte o lesiones graves o múltiples, acoso sexual y violencia que involucre a la fuerza laboral del Proyecto/Programa o en relación con amenazas graves a la salud y seguridad públicas, compensación inadecuada por reasentamiento, alteraciones de los ecosistemas naturales, prácticas discriminatorias en la consulta y participación de las partes interesadas (incluyendo el derecho de los pueblos indígenas al consentimiento libre, previo e informado), cualquier denuncia que requiera la intervención de la policía u otras fuerzas del orden, como la muerte, la violencia sexual o el abuso infantil, que (i) tenga o pueda tener un efecto material adverso; o (ii) haya atraído o sea probable que atraiga una atención adversa sustancial de partes externas o (iii) haya creado atención negativa e informes de prensa/medios de comunicación adversos sustanciales; o (iv) dé o sea probable que dé lugar a potenciales responsabilidades materiales).

6. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, garantizará, la Agencia Implementadora, los contratistas, subcontratistas y proveedores se aseguren de que los procesos relevantes establecidos en los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si hubiere) sean respetados.

7. Sin limitación a sus otras obligaciones de presentación de informes en virtud de este Acuerdo, el Prestatario, a través del Organismo Responsable, proporcionará al Fondo:

- Informes sobre el estado de cumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, PGASC y el/los Plan(es) de Gestión (si lo hubiera) semestralmente - o con cualquier otra frecuencia que se acuerde con el Fondo;
- Informes de cualquier incidente y/accidente social, ambiental, de salud y seguridad que ocurra durante la etapa de diseño, implementación del Proyecto/Programa y proponga medidas correctivas. El organismo responsable divulgará la información relevante de dichos informes a las personas afectadas inmediatamente después de la presentación de dichos informes; e
- Informes de cualquier incumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si lo hubiera) inmediatamente después de tener conocimiento de dicho incumplimiento.

8. En caso de contradicción/conflicto entre el (los) Plan (es) de Gestión, si lo hubiera, y el Convenio de Financiación, prevalecerá el Convenio de Financiación.

Marco lógico

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
Alcance Alcance	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				Registro Sistema SE	Anual	UGP	(i) a significant critical mass of POs interested in technical assistance; (ii) there are sufficient means to influence consumers and demand for AE products; (iii) technical assistance is provided effectively and efficiently throughout project implementation; (iv) effective execution arrangements in APROCAM; (v) management capacities and good governance of POs; and (vi) adequate labor and working conditions for women and youth.
	Hombres - Hombres	0	4200	10500				
	Mujeres - Mujeres	0	2800	7000				
	Jóvenes - Jóvenes	0	4200	10500				
	Población indígena - Población indígena	0	1400	3500				
	Número total de personas que reciben servicios - Número de personas	0	7000	17500				
	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar				Registros Sistema SE	Anual	UGP	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	25900	64750				
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo				Registros Sistema SE	Anual	UGP	
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	2800	7000				
	Hogares no encabezados por mujeres - Hogares	0	4200	10500				
	Hogares - Hogares	0	7000	17500				
Meta Reducción de la pobreza rural y mejora de la sostenibilidad de los sistemas agroalimentarios locales	Hogares beneficiarios reducen su nivel de pobreza				Medicion pobreza INE- Bolivia	Inicio y Final del proyecto	UGP	Continuo crecimiento económico del país, las políticas macroeconómicas y sociales se mantienen; Ausencia de shocks económicos, sociales y climáticos no esperados
	Households - Porcentaje (%)	0	0	60				
	Hogares beneficiarios que han mejorado su resiliencia en 20 pp						Empresa	

Objetivo de desarrollo Incrementar la resiliencia y seguridad alimentaria y nutricional de las familias de los pequeños productores	Households - Porcentaje (%)	0	25	50	FIDA RDMT	Inicio, Medio Término y Final del proyecto	Las prioridades del gobierno siguen alineadas al programa; Existen políticas favorables para el enfoque de género y nutricional; Efectiva implementación del programa.	
	Hogares beneficiados que mejoran su nivel de transición para la producción agrícola sostenible				Encuesta Linea de base, medio término y final. Metodología TAPE	Inicio, Medio Término y Final del proyecto		Empresa / FAO
	Households - Porcentaje (%)	0	40	70				
	1.2.8 Mujeres que declaran una diversidad mínima en la dieta (MDDW)				Encuesta COI. Linea de base, medio término y final	Inicio, Medio Término y Final del proyecto		Empresa
	Mujeres (%) - Porcentaje (%)	0	50	60				
	Mujeres (número) - Mujeres	0	796	4374				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	50	60				
	Hogares (número) - Hogares	0	2653	14580				
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	9814	53946				
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	796	4374				
	SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI. Linea de base, medio término y final	Inicio, Medio Término y Final del proyecto		Empresa
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	82880	106560				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	70	90				
	Hogares (número) - Hogares	0	22400	28800				

Efecto directo Organizaciones de productores de la AF con capacidades en transiciones para la producción agrícola sostenible y resiliencia al cambio climático fortalecidas	2.2.1 Personas con nuevos trabajos / oportunidades de empleo				Registros del sistema de SE	Inicio, Intermedio , Final	UGP	La asistencia técnica se brinda de manera efectiva y eficiente durante el Programa; Las inversiones físicas son aprovechadas por todos los miembros de la comunidad; Condiciones laborales y de trabajo adecuadas para mujeres y jóvenes
	Hombres - Hombres	0	146	365				
	Mujeres - Mujeres	0	97	244				
	Población indígena - Población indígena	0	146	366				
	Jóvenes - Jóvenes	0	49	122				
	Número total de personas con nuevos trabajos/oportunidades de empleo - Número de personas	0	243	609				
	3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático				Encuesta COI. Línea de base, medio término y final	Inicio, Intermedio , Final	Empresa	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	5317	13287				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	28	70				
	Hogares - Hogares	0	1437	3591				
	3.2.1 Toneladas de emisiones de gases de efecto invernadero (tCO2e) evitadas y/o secuestradas				Medición Ex ACT	Inicio, Intermedio , Final	UGP / FIDA	
	Hectares of land - Superficie (ha)	0	0	39066				
	tCO2e/20 años - Número	0	0	-3159916				
	tCO2e/ha - Número	0	0	-80				
	tCO2e/ha/año - Número	0	0	-4				
	1.2.3 Hogares que señalan sufrir menos escasez de agua en relación con las necesidades para la producción				Encuesta COI. Línea de base, medio	Inicio, Intermedio , Final	Empresa	
	Hogares - Porcentaje (%)	0	48	60				

	Hogares - Hogares	0	2463	3335	término y final			
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	9114	12340				
	1.2.4 Hogares que señalan haber logrado un aumento en la producción				Encuesta COI. Línea de base, medio término y final	Inicio, Intermedio, Final	Empresa	
	Miembros del hogar - Número de personas	0	8544	14238				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	45	75				
	Hogares - Hogares	0	2309	3848				
Producto Planes comunales desarrollo productivo	Planes territoriales formulados				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Planes - Número	0	10	90				
Producto Inversiones territoriales, comunales y a nivel de finca para la transición para la producción agrícola sostenible y resiliencia al cambio climático realizadas	Organizaciones apoyadas con inversiones				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	Se cuenta con masa crítica de OPP interesadas en recibir apoyo para inversiones
	Inversiones intercomunales o territoriales - Número	0	10	90				
	Inversiones a nivel de finca o en transiciones - Número	0	65	171				
	Organizaciones apoyadas con inversiones - Número	0	75	261				
	3.1.4 Hectáreas de tierra gestionadas teniendo en cuenta la resiliencia al cambio climático				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Superficie en hectáreas - Superficie (ha)	0	1986.27	18057				
Producto Emprendimientos de apoyo a la transición para la producción agrícola sostenible implementados	Emprendimientos implementados				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Emprendimientos - Número	0	12	24				

Producto Capacitaciones y asistencia técnica para la transición para la producción agrícola sostenible y seguridad alimentaria y nutricional implementadas	1.1.8 Hogares que recibieron apoyo específico para mejorar su estado nutricional				Registro sistema de SE	Anual	UGP	Familias asisten a capacitaciones sobre temas de nutrición, habilidades blandas y prácticas y tecnologías de producción.
	Número de personas que participan - Número de personas	0	3435	8841				
	Hombres - Hombres	0	2061	5304				
	Mujeres - Mujeres	0	1374	3537				
	Hogares - Hogares	0	3435	8841				
	Miembros de los hogares beneficiados - Número de personas	0	12710	32712				
	Población indígena - Población indígena	0	2061	5305				
	Jóvenes - Jóvenes	0	687	1769				
	1.1.4 Personas capacitadas en prácticas y/o tecnologías de producción				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Número total de personas capacitadas por el proyecto - Número de personas	0	2052	5130				
	Hombres capacitados en producción de cultivos - Hombres	0	1231	3078				
	Mujeres capacitadas en producción de cultivos - Mujeres	0	821	2052				
	Jóvenes capacitados en producción de cultivos - Jóvenes	0	410	1026				

	Población indígena capacitada en producción de cultivos - Población indígena	0	1231	3078				
	Personas capacitadas en producción de cultivos - Número de personas	0	2052	5130				
	Personas capacitadas en habilidades blandas/temas transversales				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Males - Número	0	630	2520				
	Females - Número	0	420	1680				
	Indigenous people - Número	0	630	2520				
	Young - Número	0	210	840				
	Households - Número	0	1050	4200				
Efecto directo Organizaciones de productores de la AF con producción agrícola sostenible aumentan su acceso a mercados y sus ventas	2.2.5 Organizaciones de productores rurales que señalan un aumento de las ventas				Encuesta COI. Línea de base, medio término y final	Inicio, Intermedio, Final	Empresa	Capacidades de gestión y buena gobernanza de las OPP; Se cuenta con medios suficientes para influir en los consumidores. Demanda de productos agrícolas sostenibles por parte de los consumidores
	Porcentaje de organizaciones de productores rurales - Porcentaje (%)	0	35	70				
	Número de organizaciones de productores rurales - Organización	0	34	86				
	2.2.6 Hogares que declaran tener mejor acceso físico a instalaciones de comercialización, elaboración y almacenamiento				Encuesta COI. Línea de	Inicio, Intermedio, Final	Empresa	

	Hogares que declaran tener mejor acceso físico a instalaciones de comercialización - Porcentaje (%)	0	20	41	base, medio término y final			
	Tamaño de los hogares - Número de personas	0	2132	10656				
	Productores reportan tener 1 o más canales estables de comercialización				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Households - Porcentaje (%)	0	25	25				
Producto Emprendimientos de transformación y agregación de valor implementados	Emprendimientos implementados				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Emprendimientos - Número	0	47	235				
Producto Espacios promovidos para la comercialización de productos agrícolas sostenibles	Espacios promovidos para la comercialización de productos agrícolas sostenibles				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	Gobiernos locales aportan espacios para la comercialización de producción agrícola sostenible
	Ferias - Número	0	5	25				
	Mercados - Número	0	3	3				
Producto Articulación entre operadores y comercializadores de productos agrícolas sostenibles realizada	Articulación entre operadores y comercializadores de productos agrícolas sostenibles				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	Existe interés de operadores y comercializadores de producción agrícola sostenible en participar
	Rondas de negocio - Número	0	0	6				
	Encuentros para desarrollo de vínculos comerciales - Número	0	24	134				
Producto Acciones de fomento y fortalecimiento a sistemas de certificación, trazabilidad e inocuidad implementadas	Organización de productores certificados con SPG, tercera parte u otros esquemas de certificación				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	Se cuenta con involucramiento de socios públicos y privados
	Organizaciones - Número	0	2	10				
Producto Campañas de educación y	Estrategias de Educación y Sensibilización sobre el valor de los productos agrícolas sostenibles implementadas				Registros del	Anual	UGP	

sensibilización a consumidores sobre el valor de los productos agrícolas sostenibles implementadas	Número de acciones (campañas, demostración culinaria, educación nutricional escuelas, otros) implementadas - Número	0	1	4	sistema de SE			
	Estrategias desarrolladas - Número	0	1	1				
Producto Capacitaciones y asistencia técnica para la comercialización de producción agrícola sostenibles implementadas	2.1.2 Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	Productores asisten a las capacitaciones desarrolladas por el Programa
	Hombres - Hombres	0	30	210				
	Mujeres - Mujeres	0	20	140				
	Población indígena - Población indígena	0	30	210				
	Jóvenes - Jóvenes	0	10	70				
	Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial - Número de personas	0	50	350				
Efecto directo Condiciones habilitantes fortalecidas para el fomento de la transición para la producción agrícola sostenible y sistemas agroalimentarios sostenibles	SF.2.2 Hogares que declaran que pueden influir en la toma de decisiones de las autoridades locales y de los proveedores de servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI. Línea de base, medio término y final	Inicio, intermedio y final del proyecto	Empresa	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	11234	51800				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	44	80				
	Hogares (número) - Hogares	0	3036	14000				

	Política 3 Leyes, reglamentos, políticas o estrategias existentes o nuevas propuestas a los encargados de formular las políticas para su aprobación, ratificación o modificación				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Número - Número	0	1	1				
Producto Formaciones integrales de capacidades para técnicos de instituciones públicas y talentos locales en producción agrícola sostenible y seguridad alimentaria y nutrición implementadas	Técnicos capacitados en producción agrícola sostenible y seguridad alimentaria y nutrición				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	Talentos y técnicos locales muestran su interés en la producción agrícola sostenible
	Técnicos - Número	0	29	58				
	Jóvenes y talentos locales formados en producción agrícola sostenible				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Jóvenes y talentos locales - Número	0	144	171				
Producto Acciones para diálogo de política sobre transición para la producción agrícola sostenible implementadas	Política 1 Número de productos de conocimiento pertinentes para las políticas concluidos				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	Se cuenta con involucramiento de socios estratégicos
	Número - Productos de conocimiento	0	1	5				
	Rutas de aprendizaje internacionales de organizaciones				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Rutas - Número	0	1	2				
	Intercambios y rutas de aprendizaje en producción agrícola sostenible				Registros del sistema de SE	Anual	UGP	
	Intercambios en producción agrícola sostenible - Número	0	6	24				

Matriz integrada de riesgos del programa

Resumen total

Categoría de riesgo / Subcategoría	Inherent risk	Residual risk
Contexto nacional	Moderado	Moderado
Fragility and Security	Moderado	Moderado
Macroeconomic	Moderado	Moderado
Governance	Moderado	Moderado
Political Commitment	Moderado	Moderado
Estrategias y políticas sectoriales	Moderado	Moderado
Policy Development and Implementation	Moderado	Moderado
Policy alignment	Bajo	Bajo
Contexto ambiental y climático	Substancial	Substancial
Project vulnerability to climate change impacts	Substancial	Substancial
Project vulnerability to environmental conditions	Substancial	Substancial
Alcance del proyecto	Moderado	Moderado
Technical Soundness	Moderado	Moderado
Project Relevance		Ningún riesgo previsto - no aplica
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Substancial	Substancial
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderado	Moderado
Implementation Arrangements	Substancial	Substancial
Gestión financiera del proyecto	Moderado	Moderado
Project External Audit	Moderado	Moderado
Project Accounting and Financial Reporting	Substancial	Substancial
Project Internal Controls	Substancial	Substancial
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderado	Moderado
Project Budgeting	Substancial	Substancial
Project Organization and Staffing	Moderado	Moderado
Adquisiciones y contrataciones	Moderado	Moderado
Public Procurement Processes	Moderado	Moderado
Capability in Public Procurement	Moderado	Moderado
Accountability and Transparency	Moderado	Moderado
Legal and Regulatory Framework	Bajo	Bajo
Impacto ambiental, social y climático	Moderado	Moderado
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substancial	Substancial
Greenhouse Gas Emissions	Bajo	Bajo
Physical and Economic Resettlement	Bajo	Bajo
Community health, safety and security	Bajo	Bajo
Labour and Working Conditions	Substancial	Substancial
Indigenous People	Substancial	Substancial
Cultural Heritage	Bajo	Bajo
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Substancial	Substancial

Categoría de riesgo / Subcategoría	Inherent risk	Residual risk
Biodiversity Conservation	Moderado	Moderado
Partes interesadas	Moderado	Moderado
Stakeholder Grievances	Moderado	Moderado
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderado	Moderado
Riesgo general	Moderado	Moderado
Contexto nacional	Moderado	Moderado
Fragility and Security	Moderado	Moderado
Riesgo: Luego de la crisis sucedida en 2019 y el gobierno de transición (2019-2020) no se espera otro periodo similar. Los riesgos en términos de fragilidad y seguridad están asociados a protestas públicas que podrían suceder en caso de existir ajustes estructurales por la situación macroeconómica, sin embargo, estos no tendrían un impacto significativo en el área de ejecución del proyecto al estar concentrados en zonas urbanas de grandes ciudades. Las elecciones a realizarse en 2025 podrían tener un impacto en la ejecución del proyecto por la tendencia a usar los Programas y Proyectos del sector como parte de los resultados y promesas electorales.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Se mantendrá una vigilancia constante sobre la situación del país y una comunicación constante con APROCAM de manera que se mitiguen posibles efectos de protestas u otros. Para esto, se trabajará de cerca con el UNCT y agencias especializadas que realizan seguimiento a temas de seguridad y protestas. Se promoverá que el programa afiance sus alianzas a nivel local de manera que los compromisos asumidos a nivel territorial avalen el accionar del programa y lo protejan de injerencias políticas externas.		
Macroeconomic	Moderado	Moderado
Riesgo: La situación económica del país está atravesando por un momento complejo, las reservas internacionales se han reducido de una manera importante, la circulación de divisas está restringida y la exportación de gas ha bajado. Todo esto puede involucrar la implementación de medidas económicas por parte del gobierno para mantener vigente el modelo económico que ha caracterizado a la gestión de gobierno del MAS en la última década. Sin embargo, las posibles medidas económicas que puedan ser implementadas no presentan un riesgo relevante para la operatividad del proyecto.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Se ha comprometido la contraparte del gobierno nacional en términos de impuestos y otros ítems que no deberían sufrir un impacto en caso de una crisis y de la aplicación de medidas de austeridad o económicas. Los arreglos de implementación del proyecto aseguran que no haya impactos significativos en caso de ajustes macroeconómicos, incluyendo la moneda en la que está expresado el presupuesto. Además, el gobierno está ávido de captar más recursos a través de créditos externos donde el FIDA continúa siendo una de las cooperaciones que ofrece al Gobierno créditos a tasa más bajas y en mejores condiciones, por lo que, continúa siendo atractivo, esta situación debe siempre comunicarse de manera oportuna.		

Riesgo: El Proyecto se ha diseñado con dos fases distintas, como un “programa adaptativo multifase”, a solicitud del gobierno de Bolivia. Sin embargo, posibles cambios en la situación macroeconómica podrán bajar la capacidad de endeudamiento del país y no permitir la contratación de un nuevo crédito con el FIDA para poder financiar la fase 2.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El diseño del programa se ha realizado de manera que la fase 1 sea “autocontenida”, es decir, que en caso de que la fase 2 no se active, los objetivos de desarrollo, alcance y resultados de la fase 1 sean alcanzados por sí misma. O sea, la estrategia no es secuencial, lo que facilita la transición, o no, entre las dos fases, reduciendo el riesgo de discontinuidad.		
Governance	Moderado	Moderado
Riesgo: La unidad implementadora del proyecto (APROCAM) dependerá directamente de la dirección de planificación del MDRyT, por lo que su desempeño dependerá de la visión de la Máximo Autoridad Ejecutiva (MAE) de Bolivia y quien esté a cargo de la dirección.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Se ha comprometido ya el trabajo de una consultoría de desarrollo organizacional para APROCAM que les permita evaluar y proponer qué arreglos de implementación internos pueden hacer para ejecutar los proyectos de manera efectiva y eficiente. Estos arreglos, luego serán plasmados en un manual de funcionamiento que será aprobado por la MAE brindando una mayor seguridad al trabajo de la UE. Adicionalmente, como parte de las misiones de apoyo a la implementación se hará seguimiento al funcionamiento de APROCAM no solo para el proyecto este proyecto, sino como unidad ejecutora en sí.		
Political Commitment	Moderado	Moderado
Riesgo: Siendo que el proyecto ha sido diseñado a solicitud del MDRyT y que la temática del mismo ha sido validada con el MPD, existe un compromiso político alto para la ejecución del mismo. Además, el proyecto se encuentra alineado al PDES 2021 - 2025 y a la posición del gobierno Bolivia respecto a su transición en sistemas alimentarios.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El proyecto tendrá en su diseño un componente de comunicación y difusión que incluirá en sus públicos meta a actores gubernamentales clave que mantendrán el compromiso político. Adicionalmente, se mantendrán las reuniones regulares con el MPD para que estén al tanto de los avances y logros del proyecto.		
Riesgo: El Proyecto se ha diseñado con dos fases distintas, como un “programa adaptativo multifase”, a solicitud del gobierno de Bolivia. Sin embargo, posibles cambios en el escenario político del país podrán no garantizar el apoyo necesario para avanzar con la segunda fase del proyecto, que finalizará al final de su primera fase.	Moderado	Moderado

Medidas de mitigación:		
El diseño del programa se ha realizado de manera que la fase 1 sea "autocontenida", es decir, que en caso de que la fase 2 no se active, los objetivos de desarrollo, alcance y resultados de la fase 1 sean alcanzados por sí misma. Sin embargo, el equipo país del FIDA mantendrá una comunicación estrecha y fluida con el Gobierno para asegurar el continuo apoyo al proyecto. La Revisión de Medio Término (RMT), durante el tercer año de ejecución, será fundamental para informar la decisión de iniciar con la implementación de la Fase 2, tomando en cuenta un conjunto de gatilladores predefinidos en el PDR.		
Estrategias y políticas sectoriales	Moderado	Moderado
Policy Development and Implementation	Moderado	Moderado
Riesgo:		
Se identifica un posible riesgo, considerando que si bien existe un marco de normativas y políticas favorables al grupo objetivo de FIDA y a los objetivos del nuevo proyecto, no existe datos organizados en un sistema maestro de monitoreo de la producción agrícola sostenible de los pequeños productores, por zona agroproductiva y sistemas productivos, a excepción de aquellos que cuentan con registros SPG.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación:		
El proyecto en su diseño debe incorporar en el sistema de planificación, evaluación y monitoreo la estructuración/fortalecimiento de una Base de Datos de la producción agrícola sostenible para visualizar impactos del sector.		
Policy alignment	Bajo	Bajo
Riesgo:		
Los riesgos de no armonización de políticas son bajos ya que el país cuenta con normativas y políticas nacionales a favor de la agricultura familiar, planificación territorial, la producción ecológica y adaptación al cambio climático (pe: Ley 3525 de Regulación y Promoción de la Producción agropecuaria y forestal no maderable ecológica, Ley 144 de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria, Ley 300 de la Madre Tierra, Ley 777 del Sistema de Planificación Integral del Territorio, entre las principales. El Plan de Desarrollo Económico Social 2021-2025 (Ley 1407), de los 10 ejes de desarrollo contemplados, el Eje 3, Meta 3.2, Resultado 3.2.10, Acción 3.2.10.1, contempla específicamente la implementación de un programa para fortalecer e incentivar la producción ecológica en la agricultura familiar). El sector (MDRyT) también cuenta con su Plan Sectorial de Desarrollo Integral Agropecuario 2021-2025), el cual contempla la producción ecológica. Estas políticas están en consonancia con las prioridades de FIDA.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación:		
El proyecto en su diseño debe incorporar en el sistema de planificación, evaluación y monitoreo indicadores para contribuir a las políticas del país.		
Contexto ambiental y climático	Substancial	Substancial
Project vulnerability to climate change impacts	Substancial	Substancial
Riesgo:		
El ámbito del proyecto, los valles, bosques tropicales, zonas montañosas, zonas áridas y orillas de ríos, se encuentran expuestas principalmente a sequías en el altiplano, inundaciones fluviales e incendios forestales en los departamentos amazónicos. En la última década, el cambio climático ha potenciado los efectos de eventos climáticos extremos y se espera un incremento en la frecuencia de los mismos.	Substancial	Substancial

Medidas de mitigación: Los PIP y planes de inversión incorporarán el enfoque de adaptación y gestión de riesgos climáticos y riesgos de desastres, en particular sequías, inundaciones e incendios. Adicionalmente, se desarrollará un Estudio de Adaptación Específico y se contará con Planes de Gestión Ambiental, Social y Climática específicos para gestionar riesgos climáticos, con recursos asignados para su implementación.		
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Substantial
Riesgo: En el ámbito del proyecto se identifican ríos y humedales contaminados por efectos de minería aurífera, ecosistemas y recursos naturales degradados por deforestación, especies exóticas y sobreuso. Estas condiciones pueden afectar los servicios ecosistémicos necesarios para una producción agrícola sostenible. En el ámbito del Proyecto se identifican áreas de alto valor de conservación y fragilidad (áreas naturales protegidas, sitios RAMSAR) y especies amenazadas susceptibles de cacería.	Substantial	Substantial
Medidas de mitigación: El proyecto excluirá el financiamiento de inversiones que involucren especies exóticas invasoras y especies de flora y fauna amenazadas, así como prácticas de cacería de especies amenazadas. En los procesos de formulación de PIP y planes de inversión, el proyecto realizará análisis de suelo y agua y otros análisis necesarios, se identificarán alternativas y se priorizará inversiones en sistemas de cosecha de agua, tecnologías y prácticas para garantizar la inocuidad alimentaria en zonas contaminadas. También se priorizarán inversiones para la recuperación y manejo sostenible de los recursos naturales y servicios ecosistémicos, y se aplicarán regulaciones para el manejo sostenible de los recursos que sean aprovechados. Los PIP y planes e inversiones contarán con Planes de Gestión Ambiental, Social y Climático específicos para gestionar los riesgos ambientales, con presupuesto asignado para su implementación.		
Alcance del proyecto	Moderado	Moderado
Technical Soundness	Moderado	Moderado
Riesgo: Desde el punto de vista de implementación los siguientes riesgos se han detectado: - la organización para la implementación en zonas de AGROSUSTENTAR presenta retos por temas logísticos y necesidades de convocatoria. - las capacidades institucionales son limitadas para apoyar transiciones para producción agrícola sostenible los mercados están poco desarrollados para productos ecológicos y las zonas de frontera se encuentran aisladas de centros urbanos	Moderado	Moderado

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>- Organización para la implementación: la etapa de diseño prevé crear una estructura mínima dedicada, para que la UGP pueda operar independiente de los demás proyectos que ejecuta o ejecutará APROCAM. Eso asegurará la contratación de personal dedicado exclusivamente al proyecto para instruir procesos administrativos y técnicos, de forma independiente y eficiente.</p> <p>- Una de las estrategias principales del proyecto es el fortalecimiento integral de capacidades a técnicos, talentos locales, jóvenes, y comunidades en el componente 3 y la AT continua en los componentes 1 y 2.</p> <p>Todo el componente 2 está dedicado a reducir las barreras de mercado, las acciones estarán especialmente diseñadas para responder a los desafíos de la producción en lugares remotos y la integración de los productores al mercado.</p>		
Project Relevance		Ningún riesgo previsto - no aplica
El Plan de Desarrollo Económico Social 2021-2025 (Ley 1407), de los 10 ejes de desarrollo contemplados, el Eje 3, Meta 3.2, Resultado 3.2.10, Acción 3.2.10.1, contempla específicamente la implementación de un programa para fortalecer e incentivar la producción ecológica en la agricultura familiar). Por lo tanto, no existe riesgo de pertinencia, ni siquiera bajo, dada la relevancia del PDES para todas las acciones programáticas en Bolivia.		
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Substantial	Substantial
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderado	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>Los procesos y sistemas de monitoreo y evaluación (M&E) de la APROCAM podrán ser débiles o ineficientes para implementar un proyecto en la temática de producción agrícola sostenible y en áreas aisladas de frontera, lo que podría afectar la capacidad del proyecto para coleccionar datos, validarlos, producir informes de calidad, hacer correcciones de ejecución, aprender lecciones y comunicar resultados.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto desarrollará un sistema adecuado para monitorear las acciones de producción agrícola sostenible en el campo, con metodologías adaptadas a este tema; Se capacitará al equipo de campo en M&E para garantizar la correcta recopilación de datos y la capacidad de validarlos;</p> <p>El proyecto definirá un estado de línea base en su primer año y de ejecución que servirá para determinar los lineamientos del plan de M&E. Se aprovechará las capacidades, metodologías y sistemas en M&E ya desarrolladas en el proyecto del FIDA ACCESOS RURAL, también implementado por APROCAM.</p>		
Implementation Arrangements	Substantial	Substantial
<p>Riesgo:</p> <p>La capacidad operacional y técnica de la APROCAM podrá no estar estructurada para asegurar la gestión del proyecto de forma adecuada, derivado de la compartición de servicios operativos con otros proyectos de la unidad de gestión descentralizada y generando competencia por recursos humanos y logísticos. Este riesgo podría ocasionar retrasos innecesarios en la tramitación de los procesos y afectar directamente la implementación y el alcance de los resultados en el tiempo estimado.</p>	Moderado	Moderado

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto buscará encajarse dentro de la estructura institucional de la APROCAM y operar bajo su coordinación, pero su UGP garantizará compulsoriamente la estructura mínima para operar de forma adecuada, independiente de los otros proyectos de la unidad descentralizada. El FIDA apoyará la planificación institucional de la APROCAM por medio de un estudio donde se definirá la estructura organizativa mínima necesaria para operar a nivel de coordinación y la integración de las UGP's de sus proyectos, con condiciones mínimas para operar independientemente unas de las otras. Los arreglos institucionales y flujos operacionales de la PMU bajo la estructura de la APROCAM serán detallados en el MOP.</p>		
<p>Riesgo:</p> <p>El área del proyecto presenta desafíos para optimizar la operación de los servicios, principalmente para estructurar estratégicamente las Unidades Operativas Regionales del Proyecto que permita atender equitativamente los a los 24 municipios en la fase 1 y a los 19 municipios en la fase 2 de actuación en el perímetro fronterizo del país. La propuesta plantea grandes desafíos en términos de logística y costo para llegar y acompañar las actividades del proyecto en comunidades de municipios más alejados. Aún más, la distancia de las comunidades a los grandes centros urbanos también dificulta significativamente el acceso a los mercados.</p>	Substancial	Substancial
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El PDT realizará un estudio durante el diseño para proponer las mejores alternativas de funcionamiento en este contexto geográfico. El proyecto desarrollará una estrategia de acceso al mercado tomando en cuenta la ubicación de las comunidades y las condiciones de accesibilidad de cada una. En base a esta información, se revisará la focalización geográfica si fuese necesario durante el diseño.</p>		
<p>Gestión financiera del proyecto</p>	Moderado	Moderado
<p>Project External Audit</p>	Moderado	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>La Administración Gubernamental, la Ley de Control No. 1178 de 1990 y el Decreto Supremo No. 23215 de 1992, establecen a la Contraloría General de Bolivia como el ente normativo contable para el sector público. Sin embargo, la Contraloría General del Estado (CGE) no realiza auditorías financieras de los estados financieros de la administración central ni de la ejecución presupuestaria consolidada, ni a nivel general ni a nivel de entidades individuales.</p> <p>En consecuencia, se prevé que las auditorías las realice una empresa de auditoría externa. El proceso de contratación estará a cargo de APROCAM. Mediante TDR específicos, se establecerán las normas y el alcance de la auditoría financiera. Siguiendo las buenas prácticas del portfolio, se prevé revisiones extensas del control interno mediante visita a campo exhaustivas, así como también la revisión de Informes Financieros Trimestrales (IFR) y el cumplimiento de los convenios de préstamo para mitigar riesgos identificados en diseño relativos al control interno y el flujo de fondos.</p>	Moderado	Moderado

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En el MOP del proyecto se deberá detallar el proceso de contratación de auditoría externa, individuando plazos, fechas límites y responsables. (30/Sep/2023)</p> <p>Los TDR para la contratación de auditores externos deberán incluir visitas exhaustivas a campo, así como también la revisión de Informes Financieros Trimestrales (IFR) y el cumplimiento de los convenios de préstamo para mitigar riesgos identificados en diseño relativos al control interno y el flujo de fondos.</p>		
<p>Project Accounting and Financial Reporting</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>
<p>Riesgo:</p> <p>La Contraloría General ha elaborado normas nacionales que se basan parcialmente en el principio del devengo. Según el Índice Internacional de Rendición de Cuentas del Sector Público IFAC/CIPFA 2020, se espera que en 2025 las normas nacionales se basarán en el principio de devengado con referencia a las IPSAS.</p> <p>El proyecto deberá asegurar alineamientos a las normas internacionales IPSAS con criterio contable de caja, al mismo tiempo que deberá alinearse a la normativa contable nacional: Normas básicas del Sistema de contabilidad integradas.</p> <p>Los estados financieros cubren la totalidad de la ejecución presupuestaria y ofrecen una garantía razonable sobre la información relativa a los ingresos, los gastos y los activos y pasivos financieros. Se han observado las siguientes distorsiones materiales en relación con los conceptos de ejecución presupuestaria, tales como (a) las donaciones en especie, debido a las dificultades para su monetización, no se valoran ni se incluyen en las cuentas; (b) las notas a los estados financieros no incluyen una divulgación específica de las normas utilizadas en la contabilidad y consolidación de los estados financieros.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En la FMFCL y en el MOP del proyecto se deberá detallar la adopción a las normas contables internacionales IPSAS Cash Basis. Los estados financieros del proyecto deberán incluir especial mención de la normativa internacional. (30/Sep/2023)</p> <p>En el MOP del proyecto se deberá detallar las políticas y procedimientos de conservación y custodia de todos los documentos contables y justificativos del proyecto. Incluir políticas de acceso al archivo físico y digital. (30/Sep/2023)</p>		
<p>Project Internal Controls</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>
<p>Riesgo:</p> <p>La oficina de control interno del MDRyT realiza controles anuales. Para ello se realizan auditorías financieras de los estados financieros de la administración central y de la ejecución presupuestaria consolidada. Sin embargo, se reconoce que la capacidad institucional es limitada. Además, los reportes no son compartidos sistemáticamente con el FIDA.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se incluirá una cláusula en la FMFCL que establezca que la unidad de auditoria interna deberá realizar revisiones anuales, las cuales deberán ser compartidas con el FIDA de forma sistemática.</p> <p>Los TDR para la contratación de auditores externos deberán incluir visitas exhaustivas a campo para mitigar riesgos identificados en diseño relativos al control interno.</p>		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderado	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>El FIDA será el único financiador y se adoptará una modalidad en fases. Adicionalmente, se recibirán recursos de contraparte nacional primariamente de Gobiernos Autónomos Municipales (GAM) y beneficiarios, tanto en efectivo como en especie. Como mencionado anteriormente, el diseño del Programa se ha realizado de manera que la fase 1 sea autocontenida, es decir, que en caso de que la fase 2 no se active, los objetivos de desarrollo, alcance y resultados de la fase 1 sean alcanzados por sí misma. Además, no se prevén cambios en el flujo de fondos en caso en que se active la fase 2.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Incluir guía para el registro de contribuciones en especie y en efectivo en el MOP. (30/Sep/2023)</p> <p>Definir en el MOP el impacto en el flujo de fondos de la Ley de transferencia de recursos públicos / privados. (30/Sep/2023)</p>		
Project Budgeting	Substantial	Substantial
<p>Riesgo:</p> <p>El presupuesto nacional se ejecuta en el marco del sistema SIGEP. El mismo dispone de un sistema de normas, procesos y controles internos eficaces que garantizan que los recursos se obtienen y utilizan según lo previsto. La oficina de control interno del MDRyT realiza controles anuales sobre el presupuesto aprobado y su ejecución. Para ello se realizan auditorías de los estados financieros de la administración central y de la ejecución presupuestaria consolidada.</p> <p>En base a la experiencia en el portfolio, el presupuesto anual se considera realista y es preparado a tiempo y se ejecutan de forma ordenada y previsible. Sin embargo, se han visto retrasos en la ejecución de otros proyectos debido a que las normas nacionales no permiten realizar transferencias público privadas bajo la partida asignada a estos recursos (gasto corriente).</p> <p>Los riesgos principales observados se relacionan con la caída del compromiso de contrapartida de parte del gobierno nacional a instancias finales del diseño del proyecto. Sin embargo, se esperan contribuciones de los Gobiernos Autónomos Municipales (GAM) aunque las mismas no hayan sido cuantificadas en el COSTAB del proyecto.</p>	Substantial	Substantial

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Definir en el MOP una metodología clara para recabar la información relativa a los aportes de los Gobiernos Autónomos Municipales (GAM) (30/Sep/2023)</p> <p>Durante el startup se deberá definir el monto total de contrapartida nacional indirecta proporcionada a través de los Gobiernos Autónomos Municipales (GAM) (TBD)</p>		
Project Organization and Staffing	Moderado	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>APROCAM será responsable por la implementación del Programa. La responsabilidad fiduciaria será delegada a una Unidad Ejecutora del Programa dedicada, en coordinación con APROCAM. La estructura organizativa de AGROSUSTENTAR y su integración con la ya existente unidad de APROCAM deberá definirse cuidadosamente antes del start-up del proyecto, de forma de no entorpecer burocráticamente los procesos e incrementando el control interno.</p> <p>La UEP será conformada por un Especialista de Administración y Finanzas y un Contador (Contable General). Los TDR para todos los puestos del equipo financiero deberán redactarse de conformidad con la Ley 3911. Según la misma, los contables profesionales deben tener un título universitario en contabilidad para ejercer la profesión.</p> <p>En base a la experiencia en el portfollio, se recomienda realizar la contratación del personal financiero a través de una empresa de contratación externa, a fin de evitar presiones políticas en la contratación del personal de la UEP. El MOP deberá contar con procedimientos detallados y política de renovación de contratos conforme la normativa nacional.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Realizar un diagnóstico propositivo basado en el análisis de la estructura organizacional, el análisis de procesos y operaciones y el análisis de la gestión del riesgo, para un arreglo organizacional de APROCAM, que permita una gestión eficiente de las operaciones actuales y planificadas, identificando fortalezas y debilidades, el mapeo de procesos de gestión, la evaluación de la calidad de los resultados de los procesos, el análisis de costos directos e indirectos de los procesos y operaciones, la identificación de ineficiencias, el diseño de mejoras organizacionales y proponer capacitaciones encaminadas al fortalecimiento institucional de APROCAM. (30/Sep/2023)</p> <p>Redactar TDR del personal financiero en conformidad de Ley 3911 de 1957. Los mismos deben agregarse al MOP, se deberá establecer duración y proceso de renovación de contratos. Asimismo, fomentar la alineación con los Pronunciamientos Internacionales de Formación (IES – por sus siglas en inglés) relevantes y en particular con el Manual de 2019 más las revisiones de las IES 2, 3, 4 y 8 en vigor en enero de 2021. (30/Sep/2023)</p> <p>Proporcionar un entrenamiento en Política del FIDA en materia de prevención del fraude y corrupción durante el taller de puesta en marcha de Frontrea AE (TBD)</p>		
Adquisiciones y contrataciones	Moderado	Moderado
Public Procurement Processes	Moderado	Moderado

<p>Riesgo:</p> <p>Dada la complejidad del Proyecto diseñado por el valor de la inversión, el volumen de las actividades y la implementación en un extenso y disperso ámbito territorial de municipios fronterizos, existe el riesgo potencial, que se puedan presentar ineficiencias durante la planificación e implementación oportuna de las adquisiciones y contrataciones para atender necesidades previstas en el PAC o los distintos planes establecidos en el Proyecto, de los socio co-ejecutores beneficiarios, con posible análisis limitado sobre la disponibilidad de fuentes de suministros confiables, innovadoras y agregadores de valor; así como de llevar a cabo las adquisiciones y contrataciones con los métodos más eficientes, competitivos y transparentes, considerando la intervención en zonas remotas, de difícil acceso y con la características de ser fronterizas, agregando en este último caso un posible riesgo relacionado con la propia dinámica del comercio en estas zonas.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En el marco del Proyecto: i) Se establecen arreglos para la implementación para la ejecución del Proyecto a través de una Unidad Ejecutora Nacional del Programa UEP y Unidades Operativas Territoriales UOLs, dentro de la estructura de APROCAM, con una organización, recursos y conocimiento necesario para la debida y eficiente gestión de las adquisiciones y contrataciones, de forma de darle viabilidad a la misma, ii) Se apoya la definición de PACs, que reflejen de forma adecuada las actividades del POA y se clasifican los procesos de acuerdo a los métodos de la normativa nacional aplicables consistentes con las Directrices del FIDA, así como, se brinda acompañamiento a los socios co-ejecutores beneficiarios, para que formulen sus planes y realicen procedimientos de adquisiciones y contrataciones adaptados a las condiciones locales y a la propia dinámica comercial que impone las zonas de frontera, para garantizar métodos justos y transparentes, incluyendo los requisitos sobre la prevención y lucha contra el fraude y la corrupción, abuso sexual y la integración del PESAC, en la gestión de las adquisiciones y contrataciones, así como la observancia a su cumplimiento; y por ende la elegibilidad del gasto, lo cual quedará sumariado en los expedientes electrónicos de los procesos y se verificará en las supervisiones y revisiones ex post y ejercicios de auditoría externa anual del Proyecto, iii) Implementar el sistema OPEN para apoyar las funciones de planificación, selección y contratación, gestión de contratos y seguimiento, así como contar con resultados medibles sobre las actividades de adquisiciones y contrataciones en relación a su oportunidad, eficiencia y niveles de competencia, entre otros parámetros de desempeño, iv) Se aplica la estrategia de adquisiciones del Proyecto y se actualiza según contexto y condiciones del mercado.</p>		
<p>Capability in Public Procurement</p>	Moderado	Moderado

<p>Riesgo:</p> <p>Se esperan riesgos moderados por el valor de la inversión, el volumen de las actividades y la implementación en un extenso y disperso ámbito territorial de municipios fronterizos, que requiere de capacidades para la gestión directa o través de socios co-ejecutores beneficiarios, de los procesos de adquisición y contratación en el marco de los distintos planes establecidos, con especial atención en: la falta de disponibilidad de tecnologías de información y acceso a comunicación en todos los ámbitos de intervención del Proyecto, y las brechas de información y conocimiento sobre procedimientos y prácticas aceptadas en las adquisiciones y contrataciones en las etapas de planificación, ejecución, administración y supervisión, extensivo a los socios co-ejecutores beneficiarios. Por otro lado, se evidencia la necesidad de integrar en la gestión de adquisiciones, el enfoque de producción ecológica/sostenible, impulsado por el Proyecto, a través de la integración del PESAC. Finalmente, no existe una estrategia del SICOES para generar datos y estadísticas sobre la gestión de adquisiciones y medir el desempeño de las entidades, en términos de eficiencia, transparencia y logros de las metas y objetivos.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En el marco del Proyecto i) Se establece una Unidad Ejecutora Nacional del Programa UEP, adscrita a APROCAM, con un área competente para la gestión de las adquisiciones y contrataciones que cuenta con Responsable del área a nivel nacional y a nivel de las regiones; capaces de articular con los niveles y actores del Proyecto, según las necesidades de ejecución, y de realizar una supervisión ajustada a niveles de riesgo, bajo la observancia de la normativa nacional, y asegurando su compatibilidad con las Directrices del FIDA; ii) se integra a las actividades de adquisiciones y contrataciones del Proyecto, los requisitos sobre la prevención y lucha contra el fraude y la corrupción, abuso sexual y PESAC y se brinda capacitación a los funcionarios y beneficiarios del Proyecto, en estas materias. iii) la gestión de las adquisiciones y contrataciones del Proyecto es apoyada por el sistema OPEN del FIDA que incluye la planificación y gestión del PAC, su implementación y el registro, seguimiento y administración de contratos/convenios hasta su cierre.</p>		
Accountability and Transparency	Moderado	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>La práctica de las auditorías de los organismos públicos para el control y la garantía de integridad, aborda principalmente los aspectos relacionados con cuentas públicas, presupuestarios y financieros. Las auditorías sobre adquisiciones no forman parte del plan ordinario y se practican bajo el régimen de auditorías especiales. Las resoluciones administrativas sobre impugnaciones a los procesos de adquisiciones y contrataciones no cuentan con una instancia de apelación jerárquica dentro del mismo ente contratante, por lo que pasan a la vía judicial, limitando el derecho de apelar una decisión administrativa de primera instancia. Aunque existe un marco anticorrupción que se canaliza a través de las unidades de transparencia de las entidades públicas, no se prevé de acuerdo a las definiciones de prácticas prohibidas y conflictos de intereses análogos a las Políticas del FIDA.</p>	Moderado	Moderado

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En el marco del proyecto: i) incorporar en el MOP la adopción de medidas, para que la gestión de las adquisiciones se realice dentro de un marco de control adecuado, promoviendo expresa y activamente en los espacios del Proyecto, los principios básicos de supervisión y control, estableciéndose además en los TDRs de las Auditoría externa anual del Proyecto, el análisis de una muestra representativa de procesos de adquisición y contratación ejecutados por la UEP/UOLs y socios-coejecutores beneficiarios, ii) establecer en el MOP disposiciones sobre la aplicación de los mecanismos con los que cuenta el sistema país, para asegurar la justicia, el debido proceso y la conducta ética, disponiendo de canales de denuncia accesibles incluso a la participación de la sociedad civil, que consideren la focalización territorial y social del Proyecto (dispersión/comunidades indígenas/lenguas nativas), así como la necesidad de contar con mecanismos de respuesta oportunos, iii) establecer el uso complementario/supletorio a la normativa nacional, en todos los documentos de adquisiciones y contrataciones del Proyecto, el cumplimiento de los requisitos, sobre la prácticas prohibidas, acoso sexual y procedimientos PESAC del FIDA, y el uso del formulario de autocertificación del FIDA para todos los beneficiarios y prestadores de servicio del Proyecto, iv) establecer medidas de seguimiento y supervisión adicionales, a procesos de adquisición y contratación, con riesgos específicos identificados en la fase de planificación anual de las contrataciones.</p>		
<p>Legal and Regulatory Framework</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>Existe formalmente un marco jurídico, regulatorio y de política para la contratación pública, con reglas y procedimientos sustancialmente comparables con buenas prácticas internacionales De la evaluación de indicadores que definen este pilar, se identificaron sin embargo, las siguientes brechas: en el marco legal actual no se reflejan disposiciones relacionadas con elementos para las Contrataciones Públicas Sostenibles (CPS), por lo que habría un riesgo potencial para el cumplimiento de obligaciones ambientales internacionales (incluido el convenio de financiación con el FIDA y las obligaciones derivadas de los Procedimientos para la Evaluación Social, Ambiental y Climática (PESAC). Se identificaron, así mismo, otros riesgos potenciales relacionados con plazos de preparación de ofertas/propuestas para las modalidades de licitaciones públicas, la falta de instancias jerárquicas administrativas para la apelación de resoluciones por quejas o denuncias, así como de solución de diferencias en foros internacionales, relacionadas a las adquisiciones y contrataciones, y debilidades para la gestión integrada de los contratos públicos en las plataformas de apoyo institucional.</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>

Medidas de mitigación: Monitorear y dar seguimiento a posibles cambios en el marco legal, normativo y regulatorio de política e institucional, del sistema de compras del estado, que pueda afectar la clasificación del riesgo y resulte en la necesidad de incorporar medidas de mitigación y reducir el posible impacto sobre el Proyecto. En atención a las brechas identificadas, en el marco del Proyecto, será necesario: i) establecer en el Manual de Operaciones (MOP) la integración del PESAC en la gestión de las adquisiciones, así como la observancia a su cumplimiento, en atención a los riesgos específicos identificados de acuerdo a la lista de verificación de evaluación ambiental y social del PESAC, que deben mitigarse a través de medidas que se implementen en los procesos de adquisiciones y contrataciones considerándose en: 1.Especificaciones técnicas/TDRs, 2.Calificación de oferentes/proponentes, 3.Criterios de evaluación de ofertas/propuestas, 4.Cláusulas contractuales, entre otros medios; ii) establecer procedimientos para que los plazos de preparación de ofertas/propuestas estén apegados a las mejores prácticas, en las modalidades que apliquen a los umbrales a partir de los cuales opera la licitación pública internacional, según la Carta de Disposiciones de Adquisiciones; iii) establecer en el Manual de Operaciones (MOP) un mecanismo confiable para atención a quejas y denuncias y aceptable de resolución de diferencias, y iv) implementar el sistema Online Procurement End to End (OPEN) del FIDA y el uso sistemático del módulo de Contract Monitoring Tool (CMT) en la gestión y administración de contratos.		
Impacto ambiental, social y climático	Moderado	Moderado
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
Riesgo: Los sistemas productivos de la AF son vulnerables por su exposición física y sensibilidad al impacto de las diferentes amenazas climáticas, y la falta de infraestructura para el manejo del agua limita el riego y la productividad agrícola e incrementa la exposición de la agricultura a los problemas climáticos. Diversos factores condicionan, impulsan o interactúan con los efectos del cambio climático, propiciando una mayor vulnerabilidad de la población, entre ellos: la dependencia de la población rural de la agricultura y ganadería como principales fuentes de ingreso, condiciones socioeconómicas y culturales, escasa capacidad de respuesta institucional para prevenir o enfrentar los desafíos climáticos e infraestructura insegura frente a choques climáticos.	Substantial	Substantial
Medidas de mitigación: Los PIP y planes de inversión que financie el proyecto a nivel territorial y en transiciones para una producción agrícola sostenible, incorporarán el enfoque de adaptación al cambio climático, gestión de riesgos climáticos y de desastres, junto con otras medidas mejorarán la capacidad de adaptación y reducirán la sensibilidad de los sistemas productivos y medios de vida, contribuyendo a incrementar la resiliencia de la población objetivo.		
Greenhouse Gas Emissions	Bajo	Bajo
Riesgo: Debido al enfoque de producción agrícola sostenible del proyecto, no se prevén emisiones considerables de GEI	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: N/A		
Physical and Economic Resettlement	Bajo	Bajo

Riesgo: No se han determinado riesgos de que el proyecto cause efectos físicos, sociales, culturales o económicos negativos importantes, especialmente para grupos marginados, derivados de la adquisición de tierras y la pérdida involuntaria de tierras, activos, acceso a activos, fuentes de ingreso o medios de vida.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Elaboración de la Matriz de Gestión Social, Ambiental y Climática, incorporando medidas para evitar el reasentamiento de la población objetivo		
Community health, safety and security	Bajo	Bajo
Riesgo: No se prevén riesgos relacionados a la salud y seguridad comunitaria.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: N/A		
Labour and Working Conditions	Substantial	Substantial
Riesgo: El proyecto podría incluir inversiones en actividades relacionadas a la recolección de castaña (en específico para municipios de la Amazonía), donde la cadena reporta i) condiciones de trabajo que no cumplen con las leyes laborales nacionales o los compromisos internacionales; y ii) informes de trabajo forzoso, iii) trabajo infantil y iv) riesgos laborales. En las comunidades de los 20 municipios (26% de 77 municipios) de la Amazonía, la recolección de la castaña (almendra) es a nivel familiar, temporal y se desarrolla según los sistemas de gobernanza y manejo del bosque de acuerdo a las racionalidades indígena y campesina.	Substantial	Substantial
Medidas de mitigación: El proyecto debe incluir en los PIP y emprendimientos, las siguientes medidas: i) un instrumento de verificación del cumplimiento de la normativa laboral vigente sobre la no explotación laboral, trabajo forzoso y trabajo infantil según el Código Niño, Niña, Adolescente (CNNA) para resguardar el derecho a la educación de los NNA apoyándose en las Defensorías del Niña, Niño y Adolescente (DNNA) municipales para verificar estos temas, ii) incluir actividades de buenas prácticas de gestión de riesgo laboral asociados a accidentes en la recolección de cocos, picaduras y uso de machetes para abrir los cocos, y iii) establecer en el MOP que los beneficiarios directos serán mayores de 18 años (mayoría de edad). Con las comunidades de pueblos indígenas el papel de los niños, niñas y adolescentes en sus familias es de apoyo al trabajo familiar como parte de la transferencia intergeneracional de saberes ancestrales		
Indigenous People	Substantial	Substantial

<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto se implementará en áreas donde los pueblos indígenas están presentes (incluyendo el área de influencia del proyecto) y la consecuencia se estima que tendrá un impacto moderado.</p> <p>Los PI cuentan con sistemas de gobernanza diferenciados, dependiendo de su ubicación geográfica y contexto socio cultural, así como sistemas de asignación de tierras, ya sea a nivel colectivo o individual. El proyecto potencialmente podría ejercer presiones externas que debilitan estos sistemas ancestrales, lo que podría implicar: a) fragmentación de la organización territorial con nuevas formas de organización que son impuestas externamente, b) el beneficio individual sobre el uso de los bienes colectivos.</p> <p>Ambas condiciones, a la larga puede debilitar las propias formas de organización territorial y gobernanza de PI</p>	<p>Substancial</p>	<p>Substancial</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El enfoque del proyecto es participativo e impulsado por la demanda de las comunidades campesinas, originarias e indígenas que presentan sus planes de desarrollo, co-creando las actividades del proyecto en un proceso de desarrollo autodeterminado en línea con la Política FIDA de actuación con los pueblos indígenas (2022). Los procesos de CLPI se implementarán en función de los sistemas de gobernanza de los Pueblos Indígenas en las áreas del proyecto; en línea con las políticas de actuación del FIDA para PI. Se excluirá territorios en conflictos por titularidad o tenencia de tierras. Adicionalmente, el proyecto gestionará el riesgo en línea con las políticas de actuación del FIDA para PI con las siguientes consideraciones:</p> <p>1) La definición de las tipologías de las intervenciones, deberán considerar:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incluirá una caracterización social cultural político institucional de los sujetos actores • Promoverá acciones que dispersen los beneficios para el conjunto del sistema, con el propósito de no dejar a nadie atrás. <p>2) Implementación diferenciada de la CLPI de acuerdo a los siguientes criterios:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Para territorios donde los Pueblos Indígenas poseen el reconocimiento jurídico de sus territorios colectivos, se aplicará la CLPI de acuerdo a los protocolos y las políticas de actuación del FIDA • En comunidades donde la delimitación territorial y el derecho propietario sea colectivo, como es el caso de las zonas de intervención en Pando, pero su composición incluye familias campesinas y otros terceros en el territorio se aplicará un Plan de Consulta Comunitario. • Para territorios donde las comunidades posean una delimitación colectiva de su territorio y el acceso a la tierra al interior de la comunidad sea familiar o individual, se establecerá un Plan de Consulta Comunitario que active los protocolos de participación y toma de decisiones de acuerdo a sus sistemas de gobernanza propios. <p>3) Sobre el uso de bienes colectivos:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Particularmente aquellos relacionados a los bienes que son de uso colectivo, como el agua, el bosque y las tierras colectivas para agricultura o pastoreo, fortalecerá los arreglos de gobernanza propios de las comunidades. • Cuando se trate de emprendimientos comunitarios donde participen solo un grupo de familias y no el conjunto de la comunidad, promoverá los arreglos necesarios para no generar inequidades sino más bien buscará que la redistribución de los beneficios individuales para el uso colectivo. 		
<p>Cultural Heritage</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>

Riesgo: Existe una baja probabilidad que el proyecto se implemente en áreas que se considera que tienen valores arqueológicos (prehistóricos), paleontológicos, históricos, culturales, artísticos y religiosos o contiene características consideradas como patrimonio cultural crítico. De ocurrir, la consecuencia sería baja	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El proyecto incorporará criterios de identificación del Patrimonio Cultural en los espacios de planificación territorial para su exclusión y/o gestión de acuerdo a los procesos de CLPI, desarrollo autodirigido y articulación a otros actores relacionados a la gestión del Patrimonio Cultural de parte de la UEP, para constatar el cumplimiento y los requerimientos en cuanto a permisos o licencias que pudieran ser necesarios.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Substantial	Substantial
Riesgo: Los riesgos asociados a las inversiones del proyecto se vinculan con procesos de transformación y agregación de valor que podrían liberar contaminantes al ambiente, inversiones en forestería y reforestación, incremento significativo del consumo de agua y energía en el contexto de sequía y acceso limitado a energía, extracción de agua subterránea en zonas con riesgo de sequía, intervención en sitios contaminados por efecto de minería aurífera e intervención en crianza de ganado menor o camélidos. De forma indirecta, el proyecto podría involucrar el uso de pesticidas durante los procesos de transiciones para la producción agrícola sostenible.	Substantial	Substantial
Medidas de mitigación: Los PIP y planes de inversión contarán con Planes de Gestión Ambiental, Social y Climático, para gestionar el riesgo de contaminación por efluentes, dar seguimiento al uso de agroquímicos en los procesos de transiciones para la producción agrícola sostenible, entre otros riesgos, y preverán los recursos para su implementación. La ejecución del Proyecto considerará la exclusión de la adquisición de agroquímicos y la exclusión del uso de pesticidas de las categorías sumamente peligroso (Ia), muy peligroso (Ib), moderadamente peligroso (II), poco peligroso (III) según la clasificación por toxicidad de la OMS. También se considerarán los criterios del SECAP para la intervención en áreas con contaminación con fines de garantizar la inocuidad alimentaria. Las inversiones para mejorar el acceso al agua (reservorios, pozos y otras), contarán con estudios sobre la oferta hídrica.		
Biodiversity Conservation	Moderado	Moderado
Riesgo: Los riesgos a la biodiversidad están asociados a la intervención en áreas protegidas y aprovechamiento de recursos no maderables que podría afectar especies amenazadas, e intervención en sitios RAMSAR que podría afectar vida silvestre migratoria. También podrían adquirirse materiales provenientes de recursos naturales, para el desarrollo de los planes de inversión.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: La ejecución del Proyecto considerará los criterios de exclusión y criterios técnicos del SECAP para la intervención en áreas protegidas y sitios RAMSAR, para el aprovechamiento de no maderables. Los procesos de adquisiciones incluirán requerimientos para garantizar la proveniencia legal de los materiales provenientes de recursos naturales. Los PIP y planes de inversión incluirán Planes de Gestión Ambiental, Social y Climática, para gestionar los riesgos a la biodiversidad, y recursos para su implementación.		

Partes interesadas	Moderado	Moderado
Stakeholder Grievances	Moderado	Moderado
Riesgo: Eventualmente, se podrían presentar algunas quejas o reclamaciones relacionadas a la ejecución del proyecto, lo que podría tener efectos negativos graves para los ecosistemas y para la salud y los medios de vida de los integrantes de las comunidades	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto contará con un mecanismo de quejas y reclamos, a fin de garantizar que existan mecanismos para la resolución de reclamaciones (se incluyó una propuesta de MQ&R en el PDR)		
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderado	Moderado
Riesgo: Es posible que durante la intervención del proyecto algunos actores o partes interesadas se sientan afectadas, excluidas o sus derechos vulnerados.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: La UEP deberá diseñar, aprobar e implementar un “Plan de participación de las partes interesadas” que permita definir acciones entre instituciones (sus potestades) y actores comunitarios en apoyo a las acciones del proyecto. De adjunta al PDR una propuesta de Plan de Participación de Partes Interesadas		